

Rapport de gestion 2023



Table des matières

1	Message du directeur	3
2	Organisation	5
	LÉGISLATION, SURVEILLANCE, RÉVISION ET ORGANES D'APPLICATION	5
	MISSION GÉNÉRALE ET TÂCHES DES SERVICES	6
	ORGANIGRAMME	7
	RAPPORT DE LA COMMISSION DE GESTION	8
3	Rétrospective de l'ECAS	9
	RESSOURCES HUMAINES	9
	Contexte et indicateurs	9
	Jubilaires et retraités	13
	Quoi de neuf au centre de données ?	14
	ACTUALITÉS	16
	Cadre légal : les nouveautés majeures 2023 et la modernisation de la surveillance	16
	Conférence publique sur les pannes et décrochages scolaires	17
	Charte et politique des courriels	18
	Application AVSeasy	19
	Témoignage d'une belle reconversion dans le cadre de l'AI : Tom Monnat	20
4	Chiffres clés	22
	CLIENTÈLE ECAS & PRESTATIONS	22
	CAISSE DE COMPENSATION & CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	24
	Cotisations	24
	Affiliation / Taxation	24
	Allocations familiales	25
	Révision	26
	CAISSE DE COMPENSATION	27
	Prestations	27
	Rentes	27
	Allocations perte de gain (APG) / Indemnités journalières AI (IJAI)	28
	Prestations complémentaires	29
	PC / Remboursement des frais de maladie / Prestations transitoires	29
	Réduction des primes d'assurance-maladie (AMal)	30
	CAISSE DE CHÔMAGE	31
	OFFICE DE L'ASSURANCE-INVALIDITÉ	32
	Prestations	32
	Réadaptation	33
	JURIDIQUE	34
5	Comptes	36
	CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	36
	CAISSE DE COMPENSATION	38
	CAISSE DE CHÔMAGE	41
	OFFICE DE L'ASSURANCE-INVALIDITÉ	43

1 Message du directeur

Rétrospective

Bien que l'année 2023 ne comporte pas de grandes modifications légales pour nos institutions, quelques points marquants méritent d'être relevés :

- Les rentes AVS/AI ont été augmentées de 2,5% au 1^{er} janvier 2023 afin de compenser le renchérissement (évolution des prix et des salaires).
- Dans le cadre de l'assurance-chômage, un nouveau logiciel métier a été introduit, sous la responsabilité du SECO, pour l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT) et l'indemnité en cas d'intempéries en avril 2023. L'ancien logiciel datait de 1993 et méritait bien une cure de jouvence !
- Pour la quatrième année consécutive, le taux de cotisation des allocations familiales est resté fixé à 2,65% et nous poursuivons ainsi notre soutien aux employeurs et indépendants affiliés auprès de notre caisse, malgré la hausse des prestations décidée par le Parlement jurassien en 2019. Toutefois, la situation financière nous contraint d'augmenter ce taux dès 2024.



- L'introduction d'une nouvelle application métier fin 2022 pour les prestations de l'AVS, des allocations familiales et des tâches cantonales a malheureusement engendré un ralentissement dans le traitement des dossiers. Bon an mal an, nous avons réussi à tenir le cap pour les rentes (AVS, AI, allocations pour impotents), les APG et les indemnités journalières AI, tandis que d'autres prestations ont été délivrées en retard. Nous regrettons sincèrement cet état de fait et sommes conscients qu'il s'agit de prestations sociales essentielles pour les finances des bénéficiaires. L'amélioration des délais de traitement, en fin d'année, était cependant réjouissante.

Perspectives

Le domaine des assurances sociales est en perpétuel mouvement et nous devons nous adapter aux nombreux changements de lois. Dans cette optique, il est de notre devoir d'anticiper au mieux les modifications à venir telles que :

- La recrudescence des demandes de calculs prévisionnels des rentes AVS, dès 2024, en lien avec la retraite flexible possible avec la réforme d'AVS 21. Effectivement, entre 63 et 70 ans, plusieurs adaptations peuvent être demandées et modifient le montant de la rente.
- La stabilisation de l'AVS avec, dès 2025, le relèvement de l'âge de référence pour les femmes, soit celles nées en 1961, avec un droit à la retraite repoussé de 3 mois.
- La modernisation de la surveillance du 1^{er} pilier qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2024. Nous avons dès lors deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2025, pour appliquer les règles définies pour la gestion des risques et cinq ans pour celles liées à la gouvernance.
- La révision du salaire théorique de tous les dossiers de rentes AI partielles qui devront être instruits durant les années 2024 à 2026, suite à de nouvelles directives du Conseil fédéral.

Message du directeur

- L'introduction en juin 2024, dans le nouveau logiciel métier de l'assurance-chômage, du module pour l'indemnité en cas d'insolvabilité de l'employeur et celui pour l'indemnité de chômage qui est lui prévu au plus tôt en 2025.
- L'accueil de Moutier au 1^{er} janvier 2026 pour lequel il faudra planifier des travaux de migration de données de nos affiliés et bénéficiaires, afin de garantir une continuité irréprochable de leurs prestations.

Remerciements

Grâce à l'engagement sans faille de son personnel, l'ECAS Jura peut mener à bien sa vocation d'améliorer l'autonomie financière de ses assurés et de fidéliser ses affiliés. Je souhaite remercier vivement toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs qui s'investissent chaque jour pour répondre aux demandes de notre clientèle, la population jurassienne.

Je remercie également les agences communales AVS, pour l'accueil de proximité offert à la population jurassienne qui fait le lien avec nos institutions, les membres de la commission de gestion, pour leur travail de conseil et de surveillance, ainsi que Madame la Ministre Nathalie Barthoulot, pour son soutien et sa confiance témoignée. Je n'oublie pas les organes fédéraux d'application et de surveillance, services cantonaux et communaux, avec qui nous collaborons dans notre travail quotidien.

Et pour terminer, comment ne pas adresser un grand MERCI à nos fidèles affiliés, nos bénéficiaires de prestations et nos partenaires, qui nous accompagnent durant l'année et sans qui nous n'existerions tout simplement pas.

Michel Kottelat

2 Organisation

LÉGISLATION, SURVEILLANCE, RÉVISION ET ORGANES D'APPLICATION

Législation

L'activité de nos institutions est régie essentiellement par le droit fédéral en matière d'assurances sociales et le droit cantonal y relatif.

Nos tâches principales résident dans l'application des législations en matière d'assurance-vieillesse et survivants (AVS), d'assurance-invalidité (AI), de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (PC), d'assurance-chômage (AC), d'allocations familiales (AF), d'allocations pour perte de gain (APG) et de prestations transitoires pour les chômeurs âgés (Pträ).

D'autres tâches nous sont également confiées dans des domaines qui ne relèvent pas prioritairement de notre compétence. Il s'agit de l'information et du contrôle de l'affiliation des employeurs en matière de prévoyance professionnelle, d'assurance-accidents et d'assurance-maladie, pour laquelle nous exécutons encore le système de réduction des primes. Nous assurons également la perception de la contribution due par les employeurs en application de la loi concernant le fonds pour le soutien aux formations professionnelles.

Surveillance

La surveillance de la Caisse de compensation du canton du Jura incombe au Gouvernement, par le biais du Département de l'intérieur, dont la cheffe est Madame la Ministre Nathalie Barthoulot.

La commission de gestion de la Caisse de compensation du canton du Jura est chargée de veiller au bon fonctionnement de cette institution.

Révision des institutions

La Caisse de compensation du canton du Jura et la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura doivent être révisées deux fois par an par un bureau de révision reconnu par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). La révision doit s'étendre à la comptabilité et à l'application du droit.

Le Gouvernement a désigné la Fiduciaire Muller Christe & Associés SA, à Neuchâtel, en qualité d'organe de révision de nos institutions.

La Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura est révisée au niveau comptable une fois par an et au niveau matériel une fois tous les deux ans par le SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie).

L'Office de l'assurance-invalidité du canton du Jura est révisé annuellement au niveau comptable par le bureau de révision désigné par le Gouvernement. D'autre part, l'OFAS procède annuellement à un audit du droit matériel.

Organes d'application

Différentes lois cantonales ont permis la création des quatre entités suivantes qui ont leur siège à Saignelégier:

- la Caisse de compensation du canton du Jura (CCJU)
- la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura (CCAF)
- la Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura (CPAC)
- l'Office cantonal de l'assurance-invalidité (OAI).

Organisation

Organes auxiliaires : les agences communales AVS

Les agences communales AVS ont pleinement rempli leur rôle durant l'année 2023 en accomplissant comme à l'accoutumée les tâches qui leur sont dévolues selon l'application des lois des assurances sociales. Elles garantissent une information de qualité et de proximité.

Cinq agences ont changé de titulaire en 2023 :

Commune	Ancien agent	Nouvel agent	Date
La Chaux-des-Breuleux (fusion avec Les Breuleux)	Michel Beuret	Vincent Pelletier	01.01.2023
Lugnez (fusion Dampfreux-Lugnez)	Jacqueline Klötzli	Isaline Henry	01.01.2023
Cornol	Gilles Villard	Rachel Hulmann	01.01.2023
Basse-Allaine	Katia Vuillaume	Valérie Reber	01.07.2023
Le Noirmont	Laetitia Jeanbourquin	Lilou Müller	01.08.2023

MISSION GÉNÉRALE

Notre mission est de veiller à ce que toute personne physique ou morale bénéficie des prestations du 1^{er} pilier.

Vocation

- Améliorer l'autonomie de nos assurés dans un délai respectueux et répondre aux attentes de nos affiliés qui ont choisi l'ECAS comme partenaire.

Vision

- Etre reconnu pour notre soutien, nos compétences et nos conseils envers notre clientèle jurassienne.

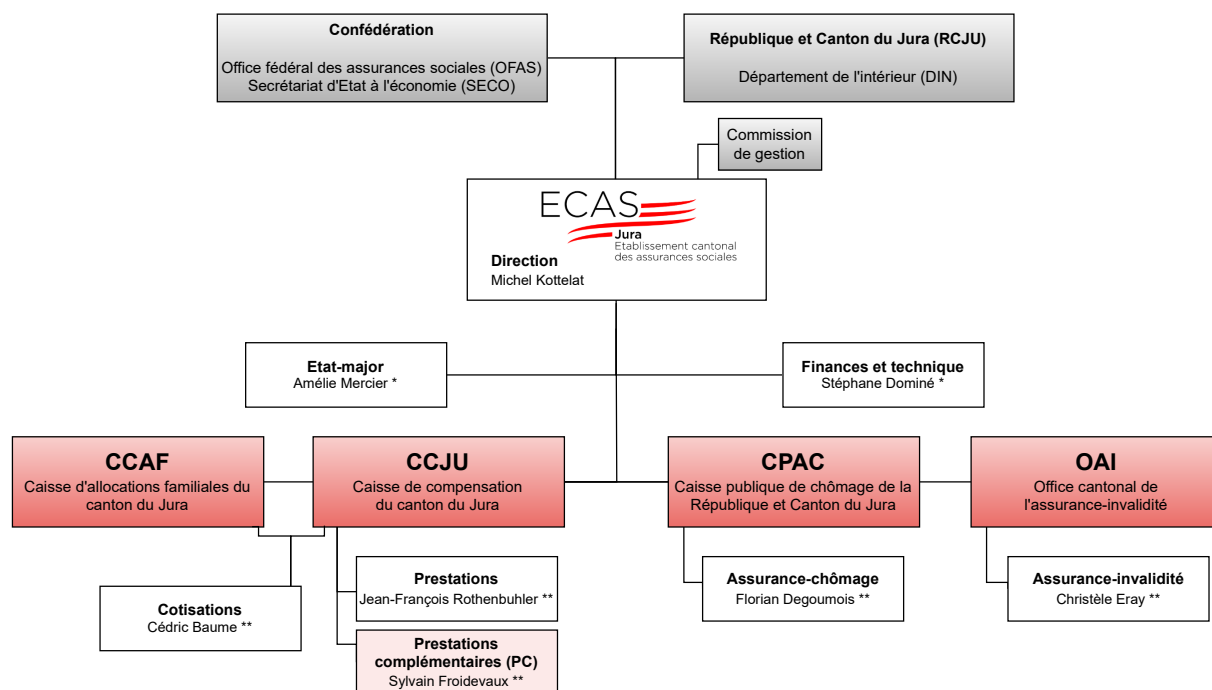
Tâches des services

- Cotisations : affilier et percevoir les cotisations sociales ; verser les allocations familiales.
- Prestations : répondre aux attentes de nos assurés et leur verser nos prestations.
- Prestations complémentaires : garantir la couverture des besoins vitaux des bénéficiaires.
- Assurance-chômage : déterminer et payer rapidement le droit aux prestations de chômage.
- Assurance-invalidité : traiter efficacement les demandes de prestations AI.
- Etat-major & Finances et technique : faciliter l'activité des services métiers par un travail de qualité.

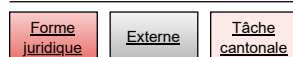
ORGANIGRAMME

L'Etablissement cantonal des assurances sociales est composé de quatre institutions autonomes de droit public (CCAF, CCJU, CPAC et OAI) et de deux services transverses (Etat-major, Finances et technique).

L'organigramme fait partie intégrante du « Règlement de la Caisse de compensation du canton du Jura » qui a été validé le 4 juillet 2022 par Madame la Ministre Nathalie Barthoulot.



Légende



* Responsable de service et membre de direction
** Responsable de service

RAPPORT DE LA COMMISSION DE GESTION

Composition de la commission :

Sabine Lachat, présidente, Roche d'Or
Françoise Chaignat, Le Noirmont
Pierre Chételat, Delémont
Jean-Daniel Ecoeur, Les Genevez
Joëlle Girard, Saignelégier
Monika Kornmayer, Saignelégier
Denis Vuilleumier, Saignelégier

Séance du 10 mai 2023

La commission prend connaissance des comptes 2022 de la CCJU dont la perte comptable est de CHF 430'759,94. Ce résultat s'explique notamment par des amortissements sur équipements s'avérant particulièrement élevés (CHF 5'721'167,05). L'objectif est ici d'amortir les frais de la migration vers le pool IGS sur deux années, à savoir 2022 et 2023.

Au sujet du compte d'exploitation de la caisse d'allocations familiales, le résultat de l'exercice 2022 se solde avec un bénéfice de CHF 26'205; le taux de cotisations aux allocations familiales est demeuré à 2,65 % depuis le 1^{er} janvier 2020.

Le rapport de gestion 2022 est discuté; comme à l'accoutumée, il est d'excellente facture, les informations importantes sont mises en évidence et la présentation parfaitement appropriée. Enfin, la présidente, M^{me} Lachat, remercie l'ensemble du personnel pour l'important travail effectué tout en relevant le professionnalisme et l'efficacité de chacune et chacun dans le traitement des dossiers ainsi que pour l'investissement dans le cadre de la migration informatique. Les membres de la direction sont également félicités.

Séance du 6 décembre 2023

Le budget 2024 prévoit un déficit de l'ordre de CHF 1'445'380. L'effectif du personnel renforcé temporairement lors de la mise en place de la migration informatique au 1^{er} novembre 2022 pénalise non seulement les charges salariales, mais également les coûts informatiques sur les licences payées chez IGS. La réflexion sur l'arrivée de Moutier en 2026 est déjà entamée et plus spécialement celle sur les incidences financières pour les ressources humaines.

Le rapport sur la révision principale de l'exercice 2023 de la Caisse de compensation du canton du Jura a été effectué par la Fiduciaire Muller Christe et Associés SA à Neuchâtel. La commission constate l'excellente qualité de ce rapport détaillé.

Dans le cadre de la modernisation de la surveillance, un groupe de travail composé de quatre membres (à savoir M^{mes} Kornmayer et Lachat ainsi que MM. Chételat et Ecoeur) a été institué afin de traiter ce projet qui consiste notamment à définir le rôle et les compétences futures de la commission. Il s'est réuni la première fois le 13 septembre 2023 avec le responsable juridique de l'ECAS ainsi que le directeur.

La sous-commission placement de la commission de gestion, représentée par M^{me} Lachat, MM. Chételat et Ecoeur ainsi que MM. Kottelat et Dominé, s'est réunie le 8 février 2023 pour une présentation des résultats 2022 des mandats de gestion. L'année 2022 va rester dans les mémoires comme un « terrible » millésime boursier que les investisseurs ont hâte d'oublier. Globalement, les placements dans les deux institutions bancaires régionales ont perdu de 13 % à 15,5 % de leur valeur au 1^{er} janvier 2022; cette perte est cependant relative, puisqu'il n'y a eu aucune vente effective dans le portefeuille. Il s'agit de la quatrième perte boursière la plus importante de l'histoire depuis la Deuxième Guerre mondiale. Au vu de la situation, la stratégie boursière est maintenue de manière prudente par rapport à l'année précédente avec une prise de risque limitée.

Le 15 mai 2024

Sabine Lachat
Présidente de la commission de gestion

3 Rétrospective de l'ECAS

RESSOURCES HUMAINES

Contexte et indicateurs

La formation en leitmotiv

L'ECAS s'engage avec dynamisme pour un climat de travail motivant et axé sur la bienveillance, la loyauté et la performance. Plusieurs métiers sont représentés au sein de nos institutions : employés de commerce, juristes, économistes, informaticiens, psychologues, etc. La formation continue nous tient particulièrement à cœur et nos collaborateurs ont tous obtenu au minimum le certificat en assurances sociales organisé par AJEAS (association jurassienne des employés en assurances sociales). Les plus motivés sont encouragés à suivre les cours qui mènent au brevet fédéral. En outre, nos responsables d'équipes doivent développer leurs compétences en gestion d'équipe en suivant des programmes de formation reconnus en leadership et management.



Changements informatiques, structurels et légaux de 2023

- L'année 2023 a été intense pour le personnel de la caisse de compensation et celle des allocations familiales qui a dû se former sur les nouveaux outils informatiques suite à la migration vers le pool informatique IGS. Cela a été également le cas pour la caisse de chômage qui est passé sur un nouveau logiciel métier pour la réduction de l'horaire de travail et l'intempérie.
- Les collaborateurs du service des prestations se sont engagés doublement dans la formation, car en sus des nouveaux outils informatiques, ils ont dû acquérir les connaissances nécessaires afin d'assurer un service de qualité dans la mise en œuvre d'AVS 21 qui est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024.
- L'équipe du service des cotisations a redoublé d'efforts afin d'augmenter sa polyvalence dans les connaissances professionnelles. En effet, dès 2023, le service regroupe les cotisations – à savoir l'affiliation et la taxation – mais également les allocations familiales.

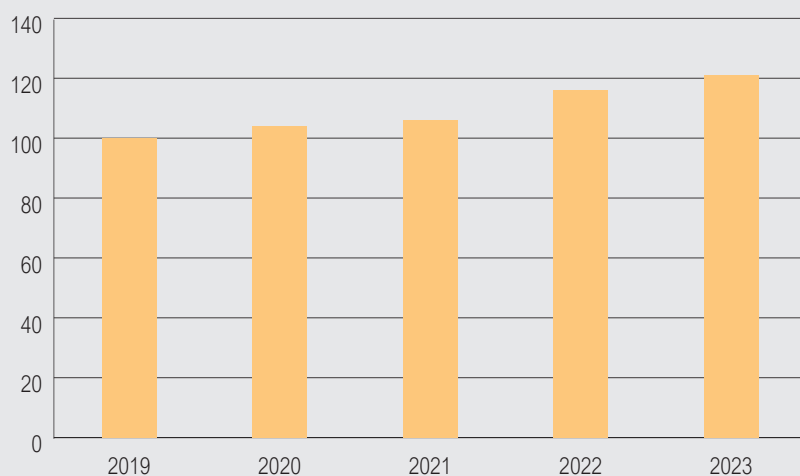
Cette entité était représentée par deux services distincts jusqu'à la fin de l'année 2022.

- Le département des prestations complémentaires a aussi modifié sa structure en intégrant le secteur lié à l'assurance-maladie. Cette nouvelle organisation permet d'assurer un meilleur service à nos assurés car l'équipe est plus grande et le service à la clientèle, mis en place par le système des permanences, est désormais garanti toute l'année.

Bien-être au travail

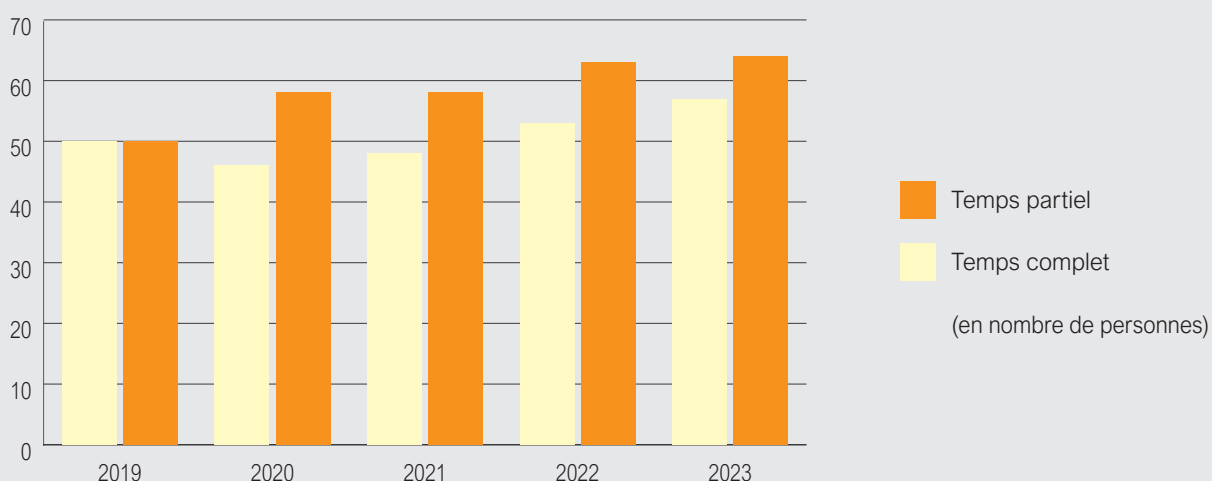
Afin de prévenir le stress et garantir une bonne gestion du volume de travail dans cette année de transition, nous avons déployé un programme ponctuel lié au bien-être au travail. Pour ce faire, nous avons entrepris plusieurs actions, durant les mois de mai et juin, afin de permettre à nos collègues de se ressourcer et d'appréhender le stress avec un regard différent.

NOMBRE DE COLLABORATEURS



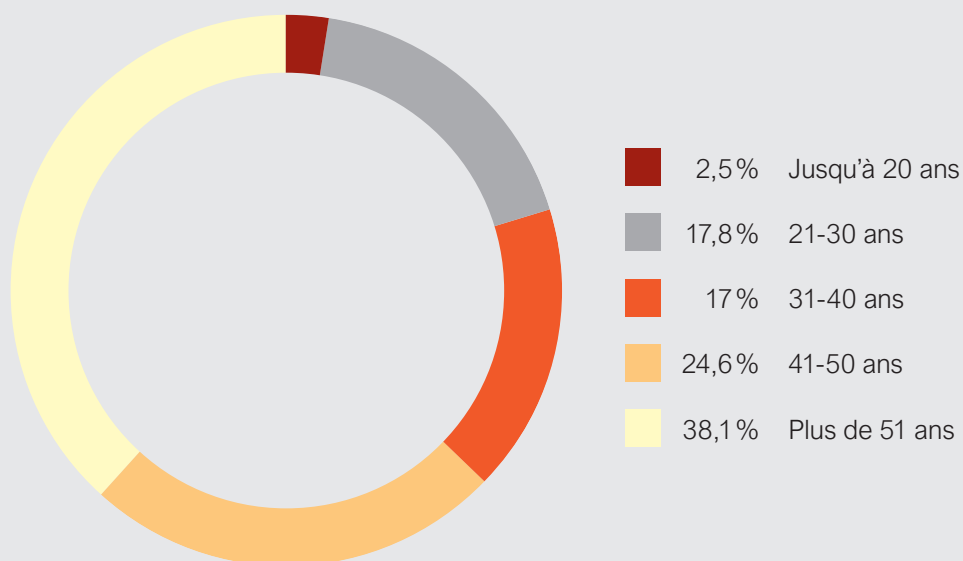
L'augmentation de l'effectif est due, entre autres, à des engagements temporaires qui ont permis de rattraper le retard pris dans le cadre de la migration informatique. En 2023, 10 personnes ont quitté nos institutions. Cela représente un taux de rotation de 8,26%. Cette moyenne se situe dans la moyenne suisse publiée par l'Office fédéral de la statistique.

COLLABORATEURS À TEMPS COMPLET ET PARTIEL



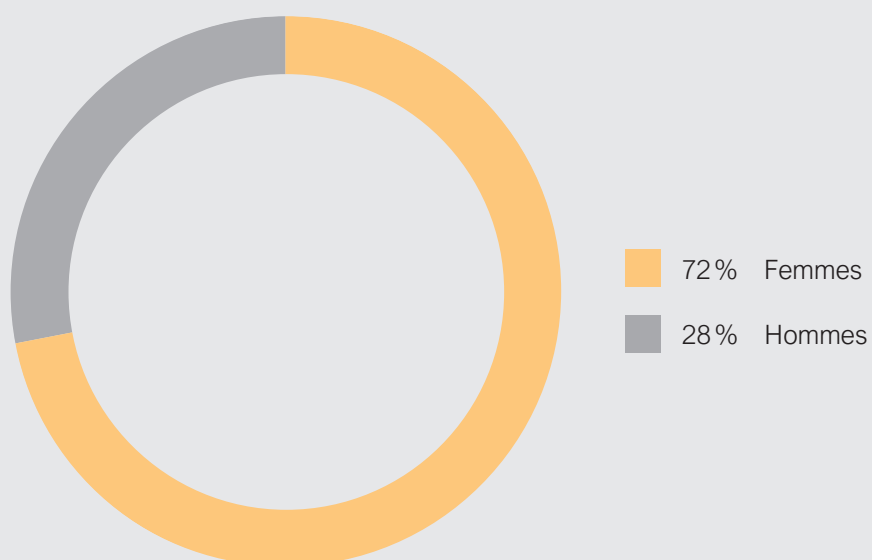
L'ECAS s'engage à promouvoir l'activité à temps partiel permettant une souplesse dans l'organisation de la structure familiale. Une volonté forte est ainsi marquée en mettant en avant un équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.

RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



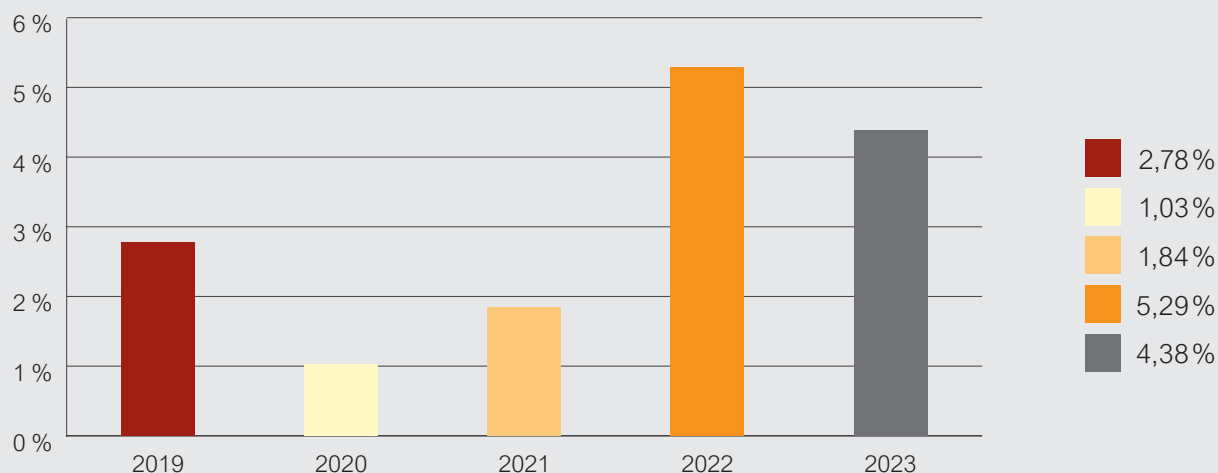
La structure des âges est relativement équilibrée. L'âge moyen du personnel est de 43 ans.

RÉPARTITION PAR GENRE



Les trois quarts de notre personnel est de sexe féminin. Une attention particulière sera portée à cette répartition afin de ne pas sous-représenter la gente masculine dans le futur.

ÉVOLUTION DU TAUX D'ABSENTÉISME



Le taux d'absence qui comprend toutes les absences confondues, à savoir accident et maladie, s'élève à 4,38 %. Il est inférieur à l'année 2022.

Afin de garantir une gestion des absences maîtrisée, l'ECAS a souhaité que l'ensemble des cadres soit formé par un institut spécialisé dans la gestion de la santé en entreprise. Ils ont acquis les compétences pour gérer les situations professionnelles liées aux absences et pour les prévenir. Ils pratiquent également les recommandations proposées au quotidien, notamment les entretiens de retour au travail ainsi que les entretiens de bilan après des absences récurrentes.

Après une longue période d'absence, le retour du collaborateur est en principe organisé avec les RH et le responsable direct. Un plan de reprise par étapes et des bilans réguliers sont réalisés afin de garantir une adéquation entre la santé de la personne et les exigences du poste. Lorsque les conditions sont remplies, nous collaborons avec l'Office AI du canton de Neuchâtel pour mettre en place, par exemple, des mesures de réentraînement au travail.

Jubilaires et retraités

Jubilaires

L'ECAS Jura est heureux de pouvoir compter sur un personnel non seulement compétent mais également fidèle. Preuve en sont les huit jubilaires de l'année 2023 qui fêtent leurs 10, 15, 20 et même 35 ans d'activité !

Cela représente un cumul de 155 années de travail. Ce savoir-faire et cette fidélité font la fierté de nos institutions.

Nos remerciements les plus sincères leur sont adressés : bravo et merci !

10 ans d'activité

Christine Breitenstein

20 ans d'activité

Pascale Farine

35 ans d'activité

Eliane Frésard

15 ans d'activité

Pascale Radice

Christel Frey

Sylvain Froidevaux

Laetitia Scheidegger

Raphaël Girard



De gauche à droite : Laetitia Scheidegger, Christel Frey, Eliane Frésard, Pascale Radice, Sylvain Froidevaux et Christine Breitenstein

Retraités

L'année 2023 a été marquée par le départ en retraite d'une seule collaboratrice :

- Patricia Baume après 28 ans d'activité.

Après tant d'années de bons et loyaux services, nous lui souhaitons beaucoup de satisfaction et plaisir dans cette nouvelle étape de la vie.

Quoi de neuf au centre de données ?

C'est le centre de données lui-même qui est avant toute chose nouveau. En effet, ce département qui fait partie du service « Finances et technique » a été créé en novembre 2022, sous l'impulsion d'un changement d'environnement informatique. Jusqu'à cette date, une seule personne était dédiée à l'atelier de scannage et d'autres collaborateurs effectuaient le scannage et l'indexation pour leur service.

La restructuration a été initiée sur la base de l'appliquatif « Partnerverwaltung » de chez IGS qu'on peut traduire par « gestion des partenaires ». En découle le principe d'avoir un département qui gère en amont tout le courrier papier entrant et s'occupe du scannage, de l'indexation et de la gestion des données personnelles telles que les changements d'adresse de domicile, d'état civil (mariage, divorce, décès), de relations bancaires, de mandataire ou de représentant légal.

Le but avoué s'inscrit dans deux axes principaux :

- Pour le centre de données, cela se traduit par un professionnalisme accru des collaborateurs qui se spécialisent avec de nouvelles tâches. Il ne s'agit plus uniquement de scanner des documents et les indexer, mais bien de devenir un spécialiste de gestion des données. De ce fait, une attention particulière est portée sur la qualité du travail et l'uniformité de la méthode.
- Pour les autres services, les tâches administratives sont supprimées et les gestionnaires peuvent désormais se concentrer uniquement sur le traitement métier de leurs dossiers.





D'un point de vue RH, cela se traduit en chiffres par une responsable spécialisée à 80 % et neuf collaboratrices représentant 535 % ; quatre personnes réalisaient déjà du scannage et six ont été engagées. Pour parfaire leurs savoirs, tous les collaborateurs ont en outre suivi des formations en cours d'année 2023 sur la gestion des données.

Deux tâches complémentaires sont venues se greffer à la « gestion des partenaires » initiée.

Premièrement, les liens de famille entre les assurés/affiliés sont ajoutés dans les dossiers personnels de chacun lors de changement ou demande entrante de prestation. Ceci a pu être mis en place grâce à l'accès informatique au contrôle des habitants du canton du Jura. Ainsi, chaque demande en lien avec les tâches métier de nos autres services engendre du travail supplémentaire pour les gestionnaires du centre de données. Les informations mises à jour sont ensuite disponibles pour tous les départements concernés.

Deuxièmement, dans une vision plus large des « entrées » et de la gestion des partenaires, le centre de données va non seulement gérer le courrier papier entrant, mais également tous les courriels reçus dans les boîtes de service. En 2023, plusieurs boîtes mails ont déjà été intégrées dont les allocations familiales et celles en lien avec les demandes de prestation ou d'affiliation. Les autres boîtes seront ajoutées au fur et à mesure.

L'année 2023 représente une période de transition afin d'asseoir, structurer et organiser au mieux les nouvelles activités attribuées au centre de données. 2024 permettra encore des ajustements et intégrations. Le professionnalisme et les améliorations constatées sont déjà à la hauteur de l'efficacité attendue.

ACTUALITÉS

Cadre légal: les nouveautés majeures 2023 et la modernisation de la surveillance

Disposition légale	Entrée en vigueur	Description de la modification
LACI	01.01.2023	Loi fédérale sur l'assurance-chômage: le pourcentage de solidarité (sur la partie du salaire au-delà de CHF 148'200) a été supprimé car le capital propre du fonds de compensation de l'assurance-chômage a dépassé les 2,5 milliards de francs à la fin de l'année 2022. Cette contribution avait été introduite lors de la révision de la LACI de 2011 afin de diminuer l'endettement de l'assurance-chômage qui a perçu jusqu'à 400 millions de francs par année.
LAPG	01.01.2023	Loi fédérale sur les allocations pour perte de gain: les personnes qui accueillent un enfant de moins de quatre ans en vue de son adoption peuvent bénéficier d'un congé d'adoption de deux semaines financé par le régime des APG selon les mêmes règles et principes que les autres congés existants. Comme le nombre d'enfants adoptés avant l'âge de quatre ans est faible, les demandes d'allocation d'adoption sont toutes traitées de manière centralisée par la Caisse fédérale de compensation (CFC) et non par les caisses de compensation auxquelles sont affiliés les parents, comme c'est normalement le cas.
ORPAMal	01.01.2023	Ordonnance cantonale concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie obligatoire des soins: modification de l'ordonnance par l'introduction de l'article 8a qui traite des concubins. Désormais les revenus déterminants des concubins sont cumulés pour établir le droit à la réduction des primes des enfants et adultes de moins de 25 ans en formation qu'ils ont en commun.

Modernisation de la surveillance dans le premier pilier (AVS/AI)

La surveillance de l'AVS est restée pratiquement inchangée depuis 1948. La modification de la loi sur l'assurance-vieillesse et les adaptations des ordonnances entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2024. Un délai de deux ans est accordé pour la mise en place de la surveillance axée sur les risques. Quant à la gouvernance, le délai est de cinq ans.

Les changements à venir reposent sur trois axes principaux.

1. Une surveillance moderne et axée sur les risques avec:
 - l'obligation légale de mettre en place des instruments de gestion et de contrôle des risques (gestion des risques, gestion de la qualité et système de contrôle interne) permettant une approche proactive et non plus réactive;

- la précision des tâches et responsabilités de l'autorité de surveillance (OFAS).

2. Un renforcement de la gouvernance avec des exigences concernant:
 - l'indépendance des organes d'exécution;
 - l'intégrité des responsables;
 - la transparence dans la présentation des comptes.
3. Une amélioration du pilotage et de la surveillance des systèmes d'information:
 - les organes d'exécution doivent veiller à ce que leurs systèmes d'information présentent la stabilité nécessaire et garantissent la sécurité de l'information et la protection des données.

Conférence publique sur les pannes et décrochages scolaires

L'Office cantonal de l'assurance-invalidité a organisé le 15 novembre 2023 une conférence sur le thème « Pannes et décrochages scolaires – comment parents et enseignants peuvent aider les jeunes (13 à 19 ans) à développer leur potentiel ».

M. Alessandro Elia, conférencier de la soirée, est psychothérapeute systémique, superviseur, formateur, co-fondateur et directeur du Centre Sésames. Tout au long de la conférence, il a donné des pistes de réflexion intéressantes à la centaine de personnes présentes, en développant les thématiques liées aux questions ci-dessous :

- Quelles sont les pistes pour accompagner les jeunes dans leur formation ? Il est difficile d'apprendre sans plaisir. Pourtant, de nombreux enfants travaillent sous contrainte et parce qu'ils y sont obligés. Ils apprennent mal et de façon superficielle. Il est difficile d'avoir confiance en soi et dans ses ressources lorsque tout le monde s'inquiète à notre place et prend en charge notre scolarité. C'est pourtant cette prise en charge excessive qu'illustrent à merveille les disputes parfois très intenses qui ont lieu dans de nombreuses familles le soir au moment des devoirs.

- Comment responsabiliser les enfants et les adolescents face à leur scolarité sans les abandonner ?
- Comment les aider à être en relation avec ce monde qui est le leur sans le faire à leur place ?
- Comment créer un contexte relationnel propice au désir d'apprendre ?

CONFÉRENCE
Tout public
Entrée libre

Pannes et décrochages scolaires
Comment parents et enseignants peuvent aider les jeunes (13 à 19 ans) à développer leur potentiel ?

15 novembre 2023 à 19h
Strate J
Route de Moutier 14
2800 Delémont

Conférencier: **Alessandro Elia**
psychothérapeute, superviseur, formateur
co-fondateur et directeur du Centre Sésames

Organisation : **ECAS** Jura Office de l'assurance-invalidité

Plus d'infos :

Visuel créé en collaboration avec Norkom Formation SA

À noter que l'affiche de cette manifestation a été créée en collaboration avec notre partenaire Norkom formation SA à Montfaucon.



Charte et politique des courriels

En préambule

Partant du constat que la surabondance de courriels pollue le travail et est potentiellement générateur de stress, un groupe de travail interne a été constitué en août 2022 et s'est attelé à revoir complètement la politique d'envoi des courriels afin de l'adapter aux besoins et pratiques actuelles, la diffuser pour uniformiser les pratiques et améliorer le bien-être des collaborateurs.

Le but de ce remaniement était orienté sur trois lignes directrices :

1. Lutter contre l'infobésité (surcharge informationnelle) en diminuant les mails internes.
2. Optimiser l'utilisation des boîtes de service et de la boîte personnelle.
3. Uniformiser le style de rédaction des courriels.


Le 25 mai 2023, lors de la séance avec l'ensemble du personnel, le groupe de travail a présenté le résultat de ses réflexions sous la forme d'une « Charte et politique des courriels » qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2023.


Que contient la « Charte et politique des courriels » ?


La charte énumère les axes principaux pour une culture efficace des courriels où le bon sens reste de mise. Ainsi, les règles générales sont spécifiées dans le document, mais une appréciation est nécessaire et il faut juger au cas par cas les exceptions.

Quelques pistes sont données afin de lutter contre l'infobésité en stoppant les courriels inutiles :

-  courriel parapluie -> « je me protège »

-  courriel de visibilité -> « je suis le plus beau, le plus fort et j'ai obtenu cela »

-  courriel de couverture -> mettre son responsable en copie ne « couvre » pas son travail

-  courriel de traçabilité -> pas nécessaire d'avoir la preuve et la trace de son travail, pour ne pas se faire prendre en défaut.

Tout un répertoire de règles communes et parfois spécifiques aux courriels externes et internes stipule comment gérer la boîte de service et la boîte personnelle, la liste des destinataires, le délai de réponse, la mise en page et le style rédactionnel, l'accusé de réception, la confidentialité, etc.

Pour terminer, des conseils pratiques et réflexions générales complètent la charte à propos de la fréquence de consultation de la boîte de réception, l'ordre de traitement des réponses, le respect des délais, la qualité rédactionnelle, l'utilisation du téléphone ou le contact direct et l'optimisation des réunions.

En conclusion

Après quelques mois de mise en pratique de la charte, le constat est sans appel : les mails internes ont diminué et l'organisation ainsi que l'unification des pratiques entre les boîtes de service et personnelle permettent un gain de temps et une plus grande efficacité.

Chaque collaborateur est désormais conscient du fait que nous sommes à la fois des récepteurs ainsi que des émetteurs d'informations, c'est-à-dire à la fois victimes et acteurs principaux de l'infobésité.

Application AVSeasy

La prise en main de l'application AVSeasy et sa promotion auprès des affiliés ont marqué l'année 2023.

AVSeasy est un portail en ligne qui représente le nouveau standard pour la collaboration entre les employeurs et les caisses de compensation (20 caisses de compensation cantonales et le Liechtenstein). Il est l'outil idéal pour les employeurs, les indépendants, les ménages privés avec personnel ainsi que les fiduciaires, tous soucieux de gérer leurs affaires en matière d'assurances sociales.

Cette application propose une interaction par voie électronique avec nos services, à toute heure et durant toute l'année. Elle permet d'automatiser certains traitements. Grâce à AVSeasy, nos partenaires déposent leurs demandes (déclaration annuelle des salaires, annonce de personnel, demande de certificats d'assurance, demande d'allocations familiales ou d'APG) et reçoivent directement de notre part les documents les plus importants.

L'utilisation active de l'application par les affiliés génère un gain de temps considérable et est sécurisée. Les démarches, les transferts de documents et les demandes auprès de nos institutions s'en trouvent singulièrement simplifiés et écourtés.

En chiffres, AVSeasy a déjà été adoptée par 1'292 affiliés (entreprises, indépendants, ménages privés et fiduciaires) qui représentent plus de 23'000 personnes assurées.

Pour de plus amples renseignements sur AVSeasy, rendez-vous sur www.ecasjura.ch dans la rubrique «EPORTAIL/AVSeasy». Une vidéo explicative complète le descriptif de l'application.

avs
easy /



Témoignage d'une belle reconversion dans le cadre de l'AI: Tom Monnat

Selon Voltaire, «il faut cultiver son jardin», c'est-à-dire exercer ses talents et améliorer sa condition par l'action. Cette expression sied à ravir à Tom Monnat, plus connu sous le pseudo «Tom le jardinier», lui qui a dû réinventer son «jardin» après une atteinte à sa santé.

Son parcours initial

Tom Monnat, âgé de 31 ans, a passé son enfance aux Pommerats et réside depuis deux ans au Noirmont. Tout jeune, il a été initié aux rudiments du jardinage par son grand-père qui lui a appris «les premiers gestes du jardin, le rythme des saisons, la rotation des cultures, les premiers semis et surtout la patience». C'est donc tout naturellement qu'il choisit de faire un CFC d'horticulteur à Courtemelon après l'école obligatoire.

La maladie

Après cette première formation initiale, il décide de créer sa propre entreprise afin de commercialiser des paniers de fruits et légumes. Son expérience sera malheureusement de courte durée, car huit mois après la fin de son apprentissage, il ressent de fortes douleurs à une cheville. Le premier diagnostic de tendinite s'avérera faux et les examens démontreront qu'il souffre d'une tumeur osseuse. Les deux années qui vont suivre seront rythmées par de longues hospitalisations, des séances de chimiothérapie et 15 opérations, dont le retrait de la tumeur, des greffes osseuses et de la chirurgie plastique.

Lorsque ses problèmes de santé commencent, Tom Monnat n'a alors que 19 ans: il n'est plus un enfant, mais pas encore totalement un adulte. Il est trop vieux pour le service pédiatrique et intégrera le service d'oncologie où deux personnes dans sa chambre décéderont durant sa première nuit. Son insouciance a dès lors vite été balayée par le cancer qui le ronge et il déplore le manque de suivi psychologique à l'hôpital.

Bilan et reconversion avec le soutien de l'AI

Au fil des mois d'hospitalisation, le constat est sans appel: le travail aux champs ne sera plus possible. Tom Monnat s'oriente alors vers une



reconversion professionnelle. Passionné d'informatique, de photographie et de graphisme, il va commencer tout d'abord à s'auto-former alors qu'il est encore à l'hôpital.

Dès septembre 2014, quand son état de santé se stabilise, Tom Monnat sera suivi et guidé par un conseiller en réadaptation de l'assurance-invalidité de l'ECAS. Il bénéficiera depuis cette date d'un reclassement professionnel dans une activité adaptée à la Fondation Medhop à Porrentruy durant six mois, suivi d'une mesure d'ordre professionnel auprès d'IDCODE.ch à Lausanne qui débouchera sur une place d'apprentissage de polygraphe d'une durée de quatre ans. Il y travaillera notamment pour le magazine «Terre&Nature», alliant ainsi ses connaissances en jardinage à sa nouvelle formation.

Durant toute cette période (automne 2014 jusqu'à la fin de sa formation en janvier 2020), il bénéficiera d'un soutien financier sous la forme d'indemnités journalières ainsi que la prise en charge des frais de déplacement, de repas de midi et d'hébergement.

En parallèle à sa formation, il va créer son site internet et devenir très actif sur les réseaux sociaux en devenant influenceur. Il lance alors une «storytelling» et se met en scène avec «Tom le jardinier». Il sera également repéré par «Migros Magazine» avec qui il va collaborer plus d'un an et demi.

Tout s'est enchaîné très vite: le cancer, le nouveau CFC, le déménagement à Lausanne. Il a fallu apprendre à gérer la douleur. Après cinq ans, il a été diagnostiqué «en rémission» et après dix ans «guéri». Il fait néanmoins une prise de sang tous les six mois et sait qu'il doit être à l'écoute de son corps.

Avant de tomber malade, l'Al représentait pour lui simplement une ligne de déduction sur son salaire. Durant sa reconversion, Tom Monnat relève qu'il a pu étudier tranquillement et n'a eu aucun souci financier grâce à l'assurance-invalidité: «c'est une chance d'avoir cette assurance, même si sur le principe j'aurais préféré ne pas y avoir eu recours! Pour certains c'est peut-être une finalité, mais pour moi, ça a été plutôt un tremplin».

Actualité

Tom Monnat a déjà collaboré à 12 livres sur le jardinage et son deuxième livre personnel va sortir de presse tout prochainement. En tant qu'influenceur sur les réseaux sociaux, il passe environ quatre heures par jour à répondre aux questions de jardinage qui lui sont posées et gère ses partenariats avec les marques. Et bien entendu, il entretient son potager au Mont-sur-Lausanne où les conditions météorologiques sont meilleures. Il peut ainsi illustrer ses talents de jardinier et compléter sa photothèque.

Le mot de la fin

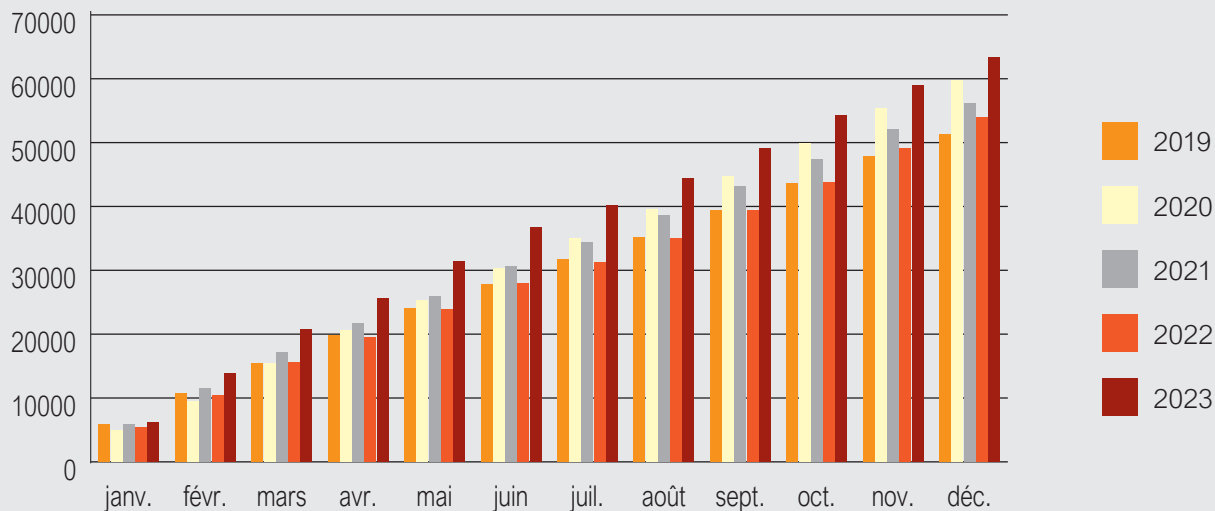
«Tom le jardinier» avoue que le cancer a sonné le glas à son insouciance, mais estime ne pas être un modèle d'exemplarité par rapport à son parcours. Il a «juste fait avec le sale truc qui lui est tombé dessus sans se laisser sombrer». On peut toutefois lui accorder une grande volonté d'entreprendre et une reconversion pleinement réussie dans le cadre de l'assurance-invalidité. Il fait honneur à Voltaire et a su en tous points de vue cultiver son jardin.



4 Chiffres clés

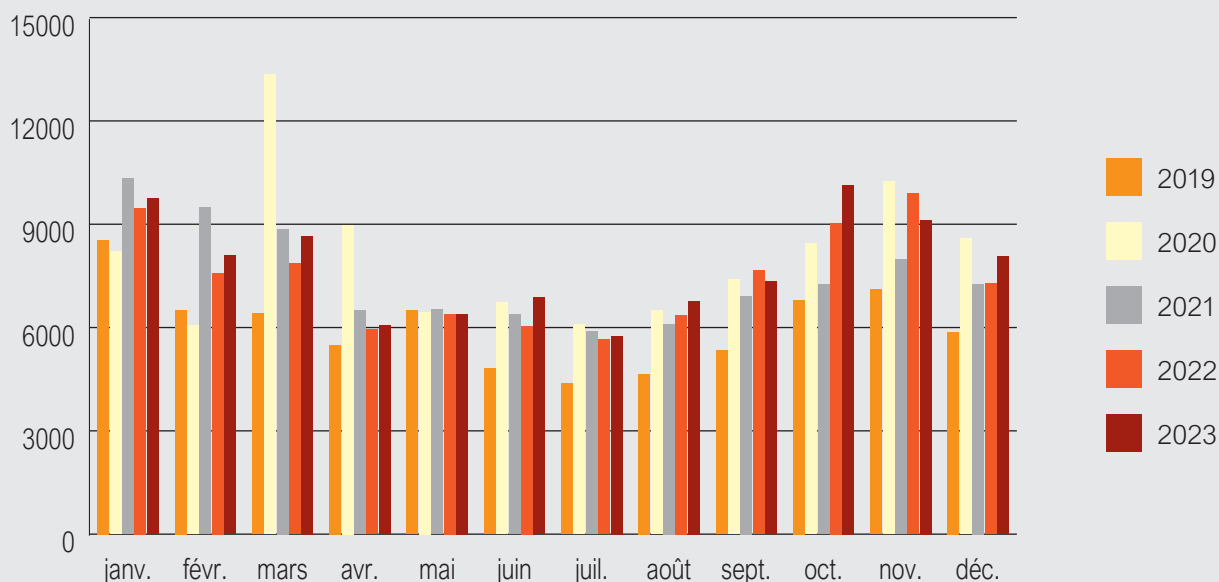
CLIENTÈLE ECAS & PRESTATIONS

APPELS REÇUS À LA RÉCEPTION (CUMMUL ANNUEL)



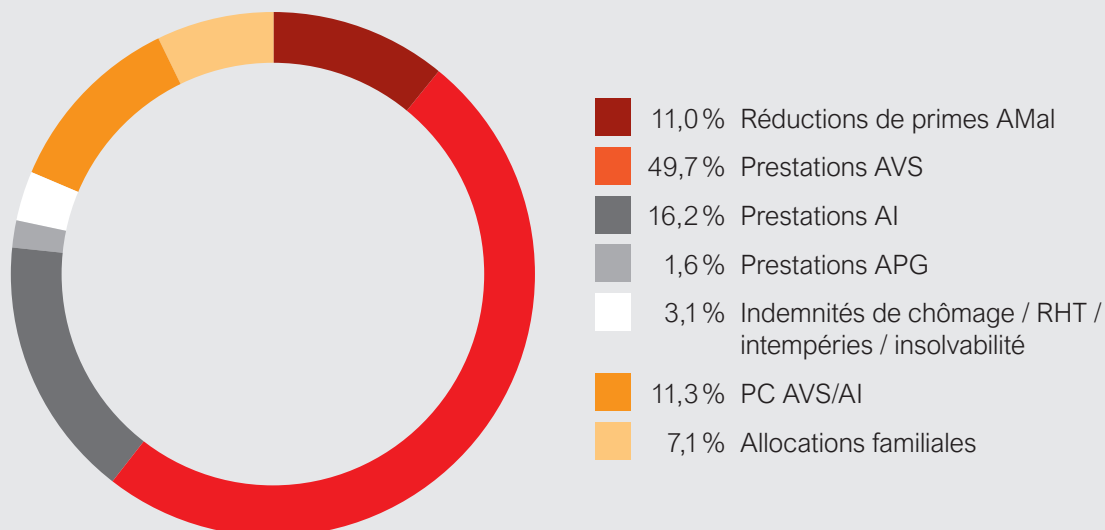
En 2023, nous avons reçu 63'276 appels contre 53'999 en 2022. Cela représente en moyenne 260 appels par jour. En sus des appels, nous avons accueilli 1'921 personnes dans nos locaux.

VISITES MENSUELLES SUR LE SITE WWW.ECASJURA.CH

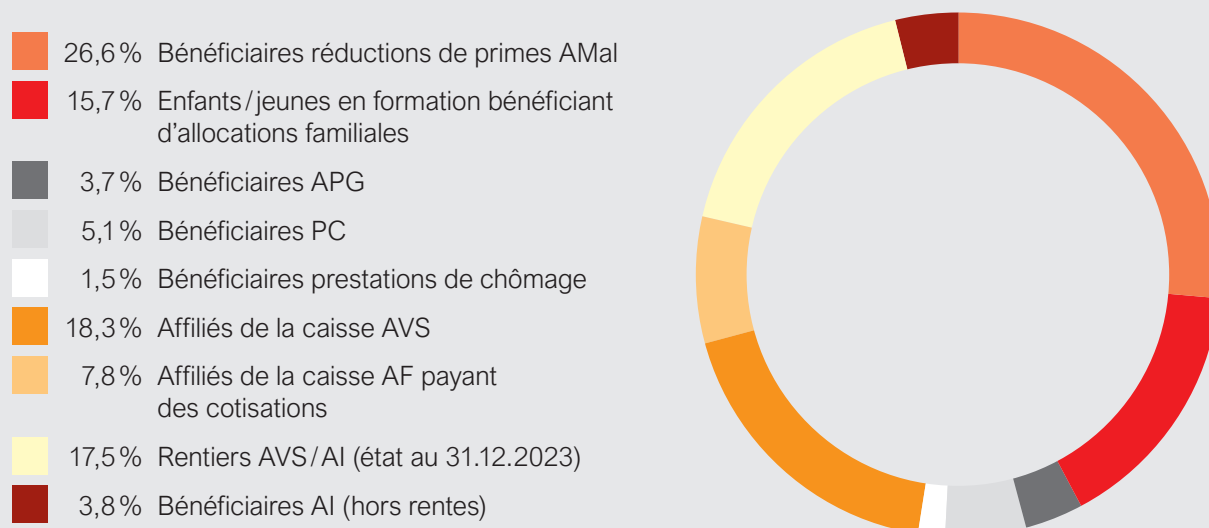


Le nombre de visites sur le site internet a été stable en 2021 et 2022 (environ 89'000). Il est passé à 93'025 en 2023, mais le score absolu reste l'année 2020 avec les mois de mars et avril qui coïncident avec le début du confinement lié au COVID-19.

496,8 MIO DE PRESTATIONS VERSÉES À NOS ASSURÉS



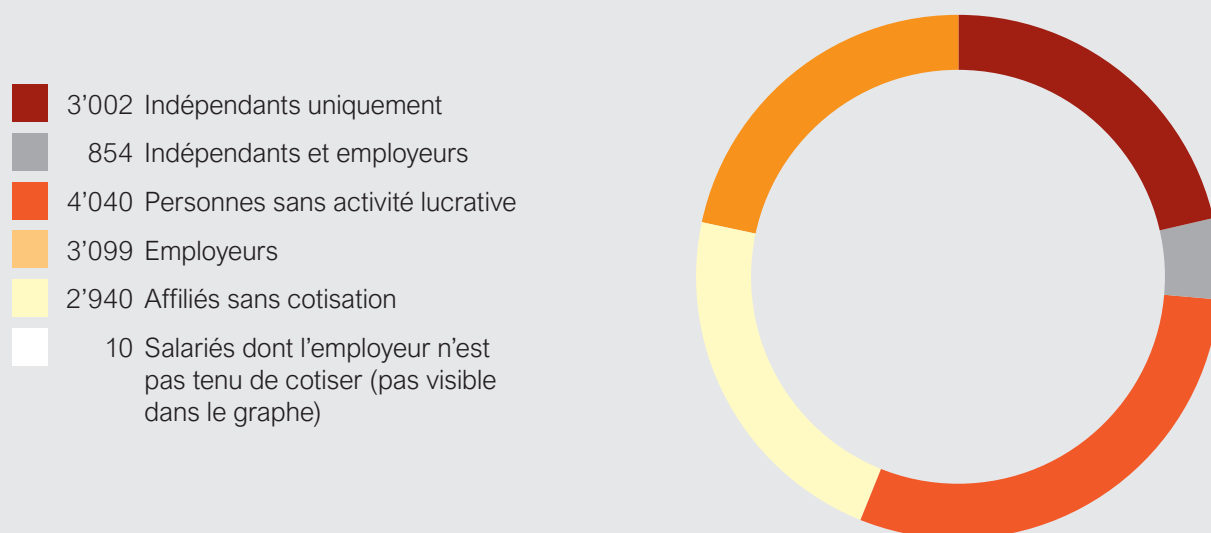
RÉPARTITION DE LA CLIENTÈLE



CAISSE DE COMPENSATION & CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

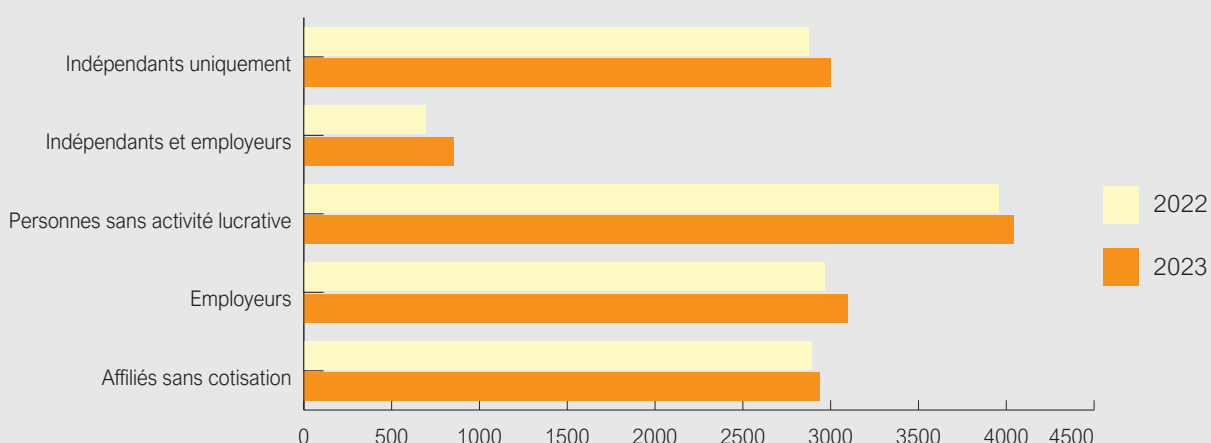
Cotisations | Affiliation/Taxation

RÉPARTITION DES AFFILIÉS, ÉTAT AU 31.12.2023



Notre établissement a recensé en tout 13'945 affiliés au cours de l'année sous revue selon les catégories d'affiliés établies par l'OFS.

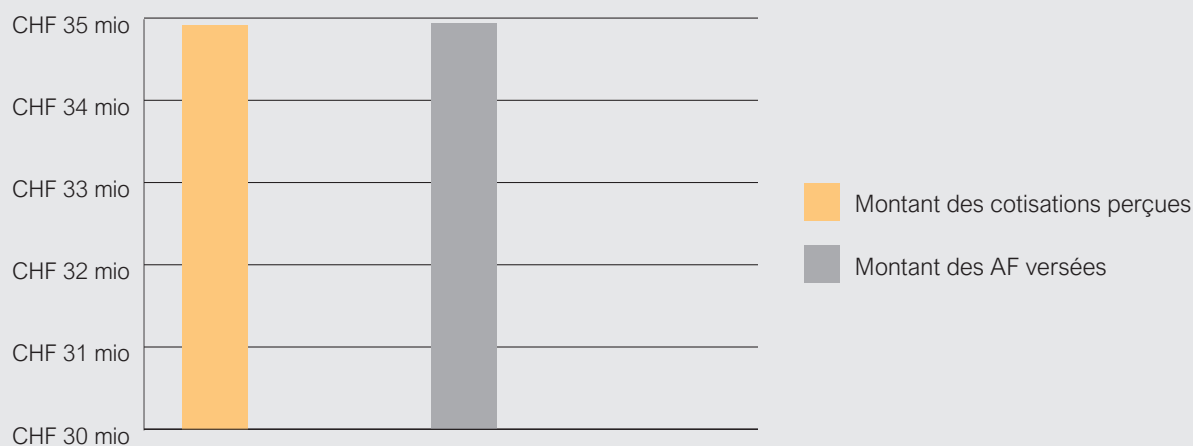
COMPARAISON DU NOMBRE D'AFFILIÉS ENTRE 2022 ET 2023



Au total, nous sommes passés de 13'378 affiliés en 2022 à 13'945 en 2023. Il en résulte une hausse de 567 unités. Toutes les catégories sont en augmentation, sauf celle, très mineure, des salariés dont l'employeur n'est pas tenu de cotiser (20 unités en 2022 et 10 en 2023) et qui n'est d'ailleurs pas visible dans ce graphique. Ces augmentations traduisent une évolution stable de la clientèle. Il est particulièrement réjouissant de constater une augmentation des indépendants et employeurs.

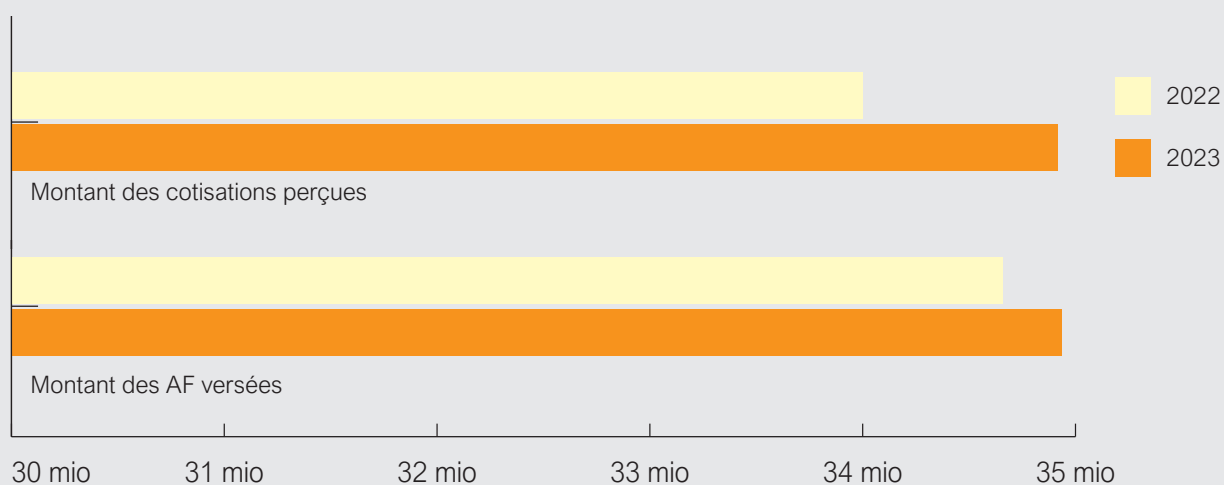
Cotisations | Allocations familiales

BALANCE COTISATIONS ENCAISSÉES ET ALLOCATIONS VERSÉES



Comme l'année dernière, il apparaît que le montant des allocations versées est supérieur au montant des cotisations perçues, alors que l'excédent de produit devrait permettre de couvrir les charges du compte d'administration. Ainsi, la caisse cantonale d'allocations familiales a financé cette différence, sur ses réserves. Compte tenu de ce delta, décision a été prise d'augmenter de 0,1 % le taux de cotisations d'allocations familiales dès le 1^{er} janvier 2024.

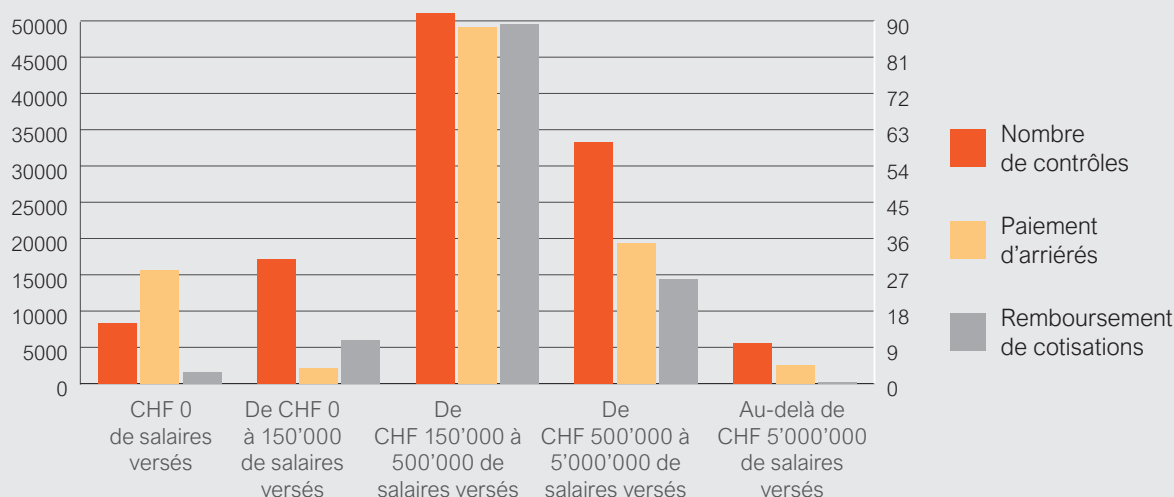
COMPARAISON ENTRE 2022 ET 2023



La comparaison des chiffres des années 2022 et 2023 démontre une augmentation du montant des cotisations perçues, mais également une augmentation des prestations servies. Sachant que le montant nominal des allocations familiales ou de formation n'a pas été modifié, ceci signifie que plus d'enfants ont eu droit à l'une ou l'autre de ces allocations.

Cotisations | Révision

CONTRÔLES D'EMPLOYEURS ET CORRECTIONS DES COTISATIONS

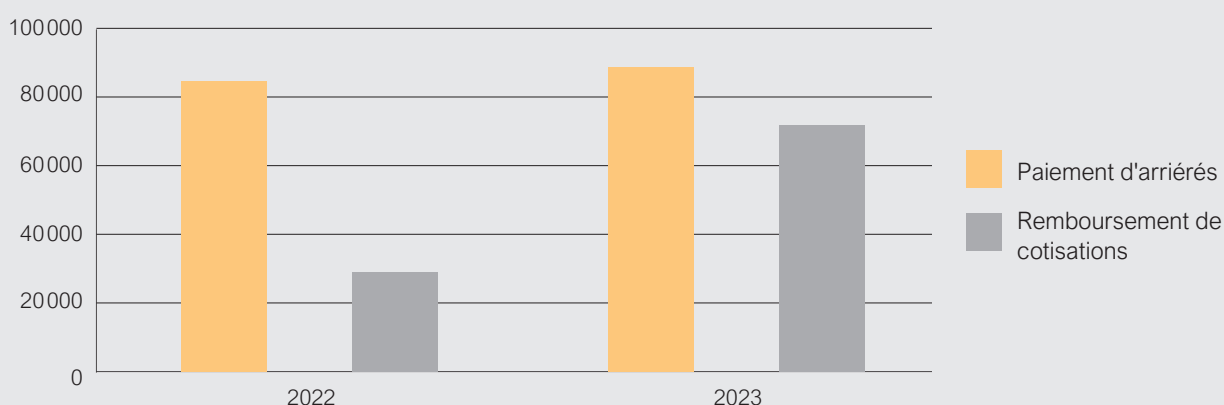


Le nombre de contrôles d'employeur est corrélé avec les catégories de masse salariale, mais également avec les paiements d'arriérés et les remboursements de cotisations par catégorie.

On peut ainsi constater des disparités importantes selon les catégories. Elles ne démontrent cependant pas une tendance générale, les chiffres étant très différents de l'année précédente. A savoir également que le nombre de contrôles étant restreint, un employeur qui présente d'importantes différences peut influencer de manière significative ces données.

La principale constatation qui peut être faite sur la base de ce graphique, est que le montant des cotisations arriérées perçues suite à un contrôle et le montant des cotisations remboursées sont plutôt proches en 2023. Les contrôles permettent de constater que les corrections apportées sont tant en faveur des affiliés que de l'ECAS.

COMPARAISON DES PAIEMENTS D'ARRIÉRÉS ET REMBOURSEMENT DE COTISATIONS



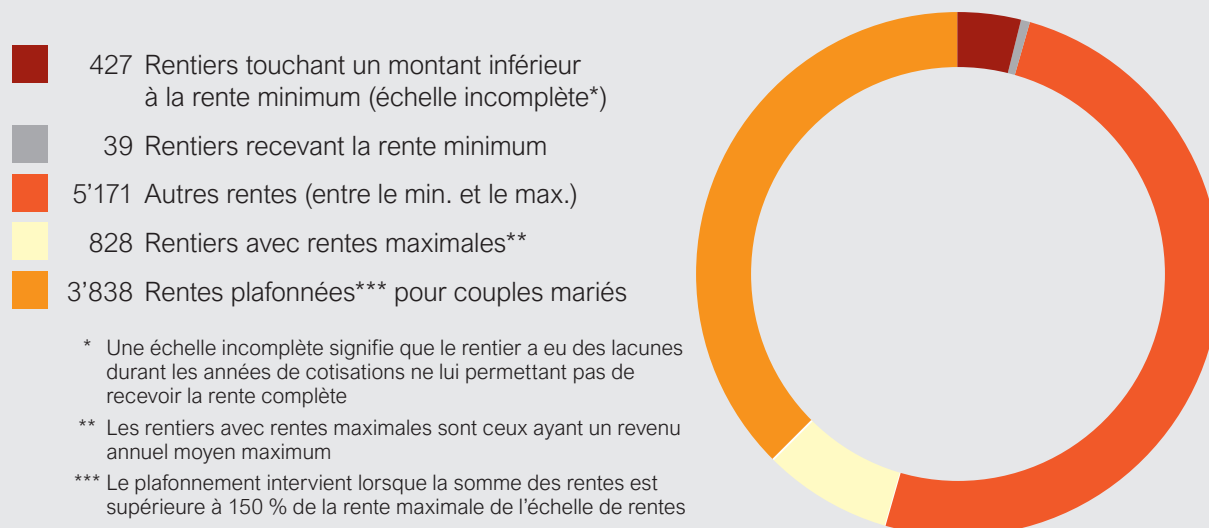
Les contrôles ont permis de percevoir CHF 4'054 de cotisations arriérées et de rembourser CHF 42'760 de cotisations en plus qu'en 2022.

Ces chiffres rappellent que le contrôle d'employeur n'a pas uniquement pour but de traquer d'éventuels fraudeurs, mais d'apporter également des corrections en faveur de nos affiliés, lorsque ceux-ci commettent des erreurs de décompte qui leur sont préjudiciables.

CAISSE DE COMPENSATION

Prestations | Rentes

RÉPARTITION DES RENTES DE VIEILLESSE, ÉTAT AU 31.12.2023



A la fin de l'année 2023, 10'303 assurés ont bénéficié de rente de vieillesse (AVS) pour un montant annuel de CHF 243 millions. Les différentes catégories permettent de voir le nombre de personnes bénéficiant de rentes minimales et maximales. La rente minimum complète est de CHF 1'225 tandis que la rente maximum s'élève à CHF 2'450, celle-ci pouvant toutefois être plafonnée.

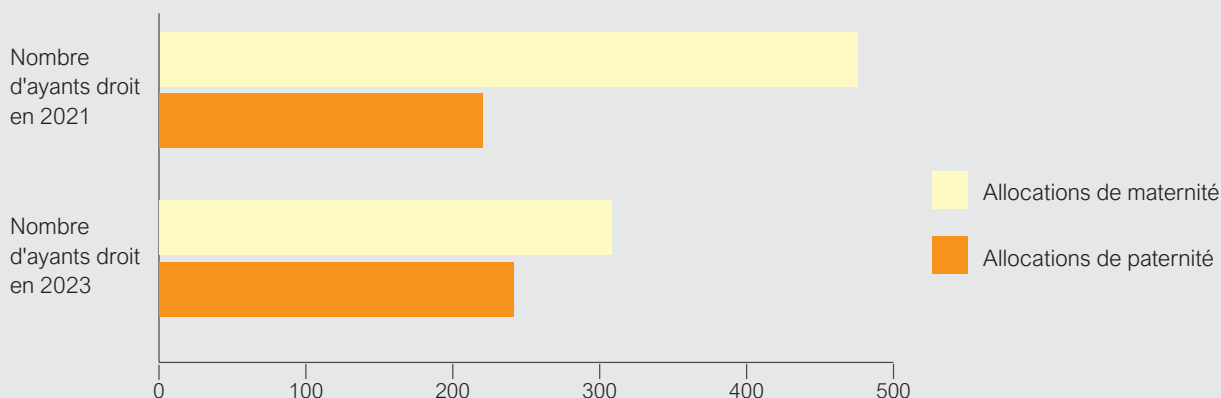
PROPORTION DES RENTES VERSÉES AUX FEMMES ET AUX HOMMES, ÉTAT AU 31.12.2023



C'est une réalité, les femmes vivent plus longtemps que les hommes et ceci est largement confirmé par les chiffres. En comparant plusieurs classes différentes de personnes âgées recevant une rente AVS par notre caisse à fin 2023, le graphique ci-dessus démontre l'écart important qui existe entre le nombre de femmes et d'hommes bénéficiaires de plus de 90 ans.

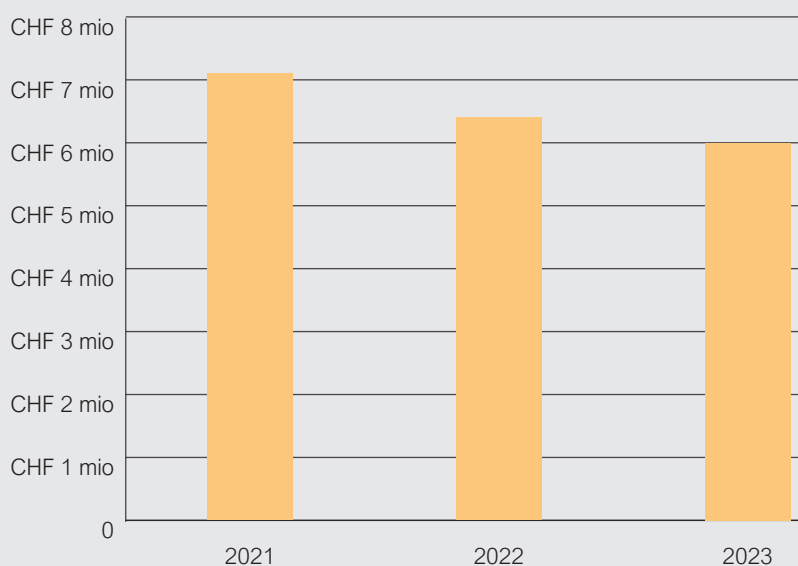
Prestations | Allocations perte de gain (APG) / Indemnités journalières AI (IJAI)

COMPARAISON DES AYANTS DROIT À L'ALLOCATION DE MATERNITÉ ET DE PATERNITÉ ENTRE 2021 ET 2023



Le nombre de bénéficiaires d'allocations de maternité et de paternité s'est équilibré par rapport à l'exercice 2021 qui correspondait à la première année de mise en vigueur de l'allocation de paternité. L'écart restant en 2023 peut s'expliquer en partie par les deux semaines de congé paternité qui peuvent être prises dans un délai de six mois dès la naissance de l'enfant. Ainsi, il est constaté un effet de report, car beaucoup de décisions concernant des congés paternité pour des naissances durant le deuxième semestre 2023 ne seront prises qu'en 2024.

ÉVOLUTION DES MONTANTS DES IJAI VERSÉES DE 2021 A 2023

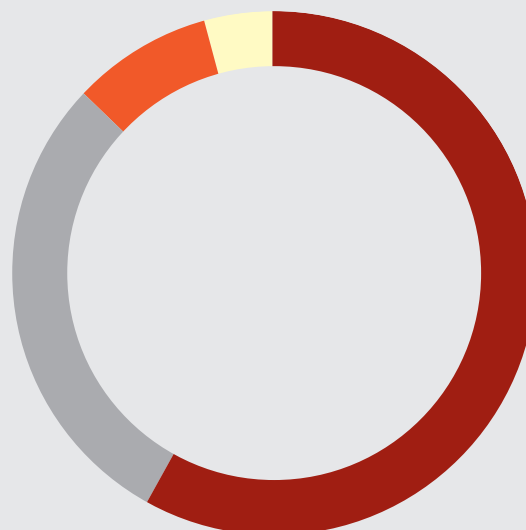


Avant l'entrée en vigueur du développement continu de l'assurance-invalidité (DCAI) au 1^{er} janvier 2022, la grande majorité des indemnités journalières AI (IJAI) était versée directement aux assurés. Depuis, le DCAI a induit le versement des IJAI directement aux entreprises ou écoles formatrices. Dès lors, comme certaines de celles-ci se situent hors du canton du Jura ou ne sont pas affiliées à notre caisse, il en résulte une baisse des indemnités journalières AI versées comme le démontre ce graphique.

Prestations complémentaires | PC/Remboursement des frais de maladie/Prestations transitoires

RÉPARTITION DES PC POUR UN MONTANT TOTAL DE CHF 55,9 MIO

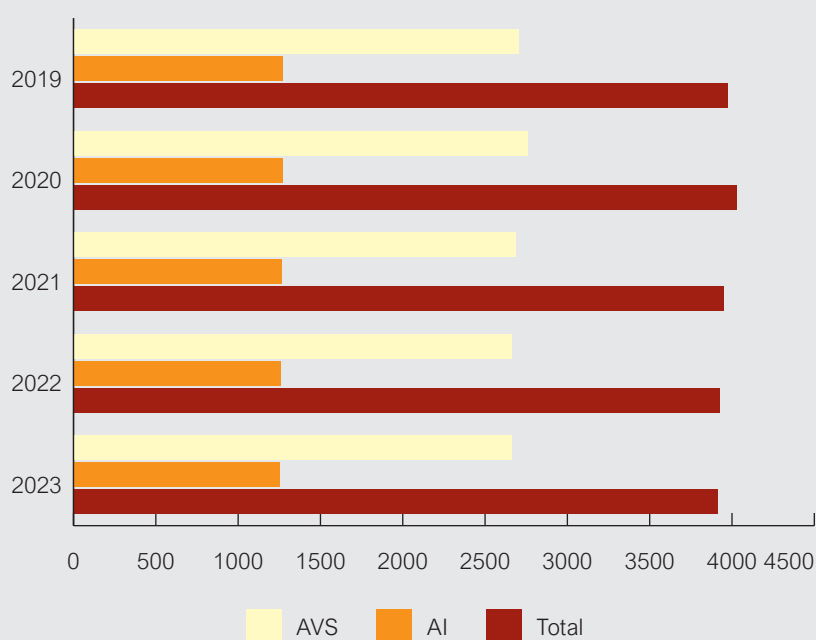
- PC AVS : CHF 32,6 mio, 2'661 bénéficiaires
- PC AI : CHF 16,2 mio, 1'252 bénéficiaires
- Remboursement frais maladie AVS : CHF 4,9 mio, 2'661 bénéficiaires
- Remboursement frais maladie AI : CHF 2,2 mio, 1'252 bénéficiaires



Dès le 1^{er} janvier 2023, les frais de soins à charge des assurés en home sont directement remboursés par les « PC AVS », alors qu'auparavant, ils entraient dans la catégorie des « Remboursements frais maladie AVS ». Ceci a engendré un changement de la répartition des coûts avec une augmentation des « PC AVS » et une diminution des « Remboursements frais maladie AVS ».

L'augmentation globale des rentes AVS et AI au 1^{er} janvier 2023 n'a pas permis de couvrir la hausse de CHF 7,60 par jour des prix des homes pour les personnes en EMS. Ceci a engendré des coûts plus élevés en 2023 (CHF 55,9 mio) par rapport à 2022 (CHF 55,3 mio).

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PC SUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES



L'augmentation progressive à la hausse a été stoppée en 2021 avec la réforme PC, entrée en vigueur au 1^{er} janvier de cette année ainsi que la pandémie de COVID-19 qui a particulièrement touché les personnes âgées au bénéfice des PC.

Prestations complémentaires | Réduction des primes d'assurance-maladie (AMal)

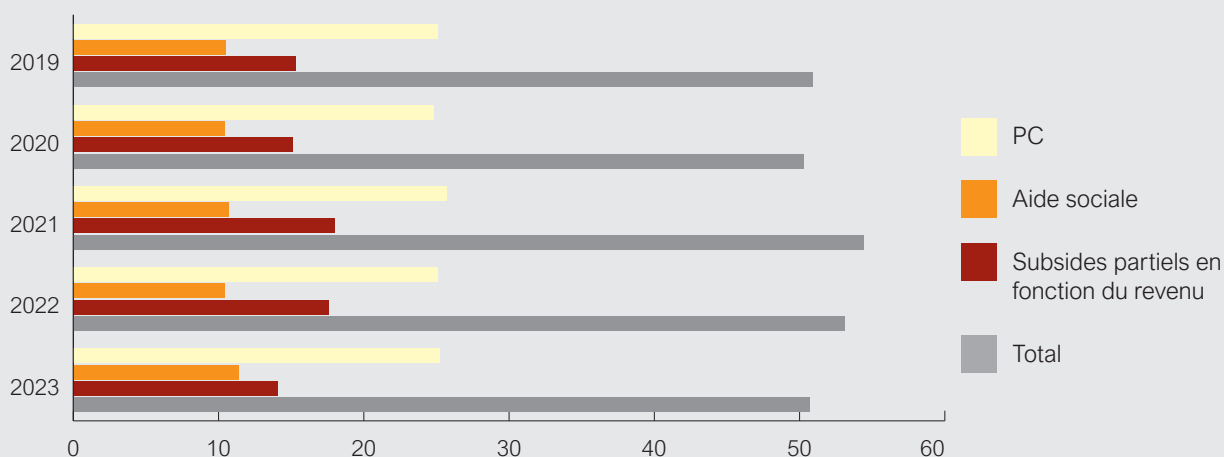
RÉPARTITION DES RÉDUCTIONS DE PRIMES D'ASSURANCE-MALADIE

- PC : CHF 25,2 mio
- Aide sociale : CHF 11,4 mio
- Subsidés partiels en fonction du revenu : CHF 14,1 mio

De 2022 à 2023, les subsides partiels en fonction du revenu ont diminué. Ceci s'explique entre autres par la modification de l'ordonnance cantonale concernant les concubins. En effet, dès 2023, les revenus déterminants des concubins sont cumulés pour établir le droit à la réduction des primes des enfants et adultes de moins de 25 ans en formation qu'ils ont en commun.



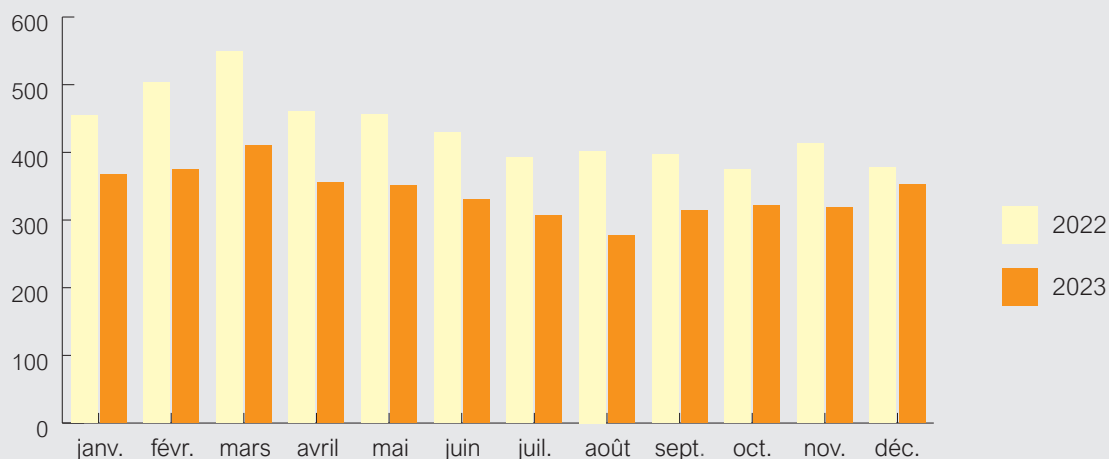
ÉVOLUTION DES COÛTS EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DES PRIMES SUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (EN MIO DE CHF)



Pour les catégories «PC» et «Aide sociale», nous constatons une certaine stabilité. Ainsi, la population bénéficie toujours de subsides à hauteur de plus de CHF 50 mio. La diminution actuelle est en lien avec des mesures d'économies décidées sur le plan cantonal et notamment les mesures sur les concubins.

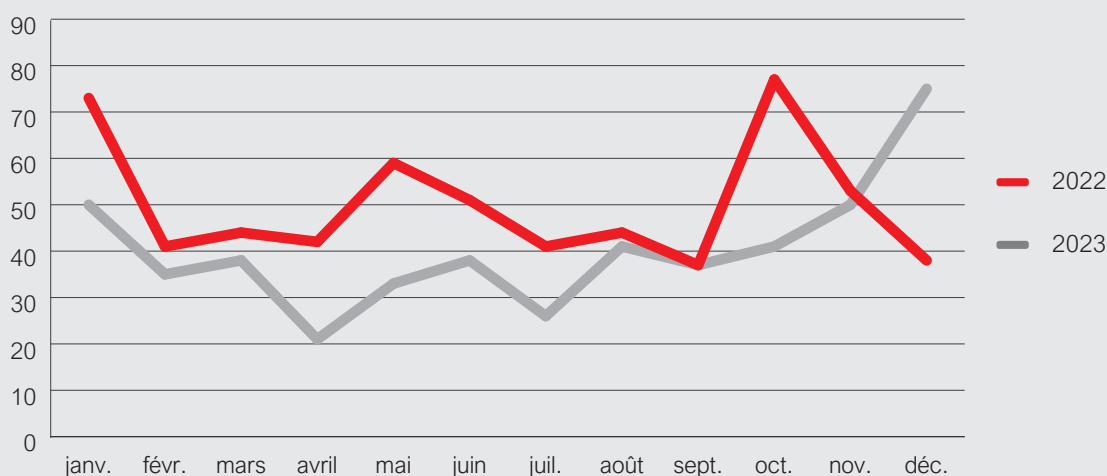
CAISSE DE CHÔMAGE

COMPARAISON DES BÉNÉFICIAIRES D'INDEMNITÉS DE CHÔMAGE ENTRE 2022 ET 2023



Le nombre de bénéficiaires à l'indemnité de chômage de ces dernières années a continué à baisser, passant de 602 personnes (moyenne annuelle de 2022) à 508 (moyenne annuelle de 2023).

COMPARAISON DU NOMBRE DE FORMULAIRES «PDU1»

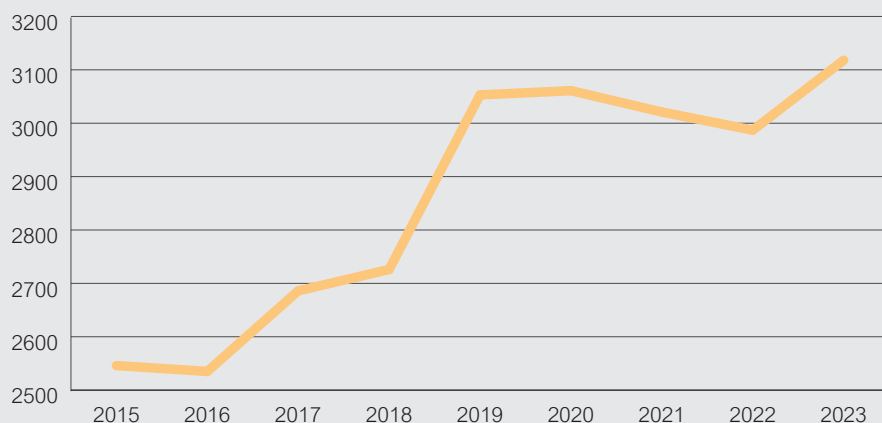


Le formulaire «PDU1» est destiné aux frontaliers qui désirent faire valoir leur droit au chômage pour des périodes de cotisations réalisées en Suisse. Il est intéressant de remarquer que la tendance de ces formulaires est à la hausse durant le deuxième semestre 2023. En règle générale, cela s'apparente, à court terme, à un indice d'augmentation globale du chômage.

OFFICE DE L'ASSURANCE-INVALIDITÉ

Prestations

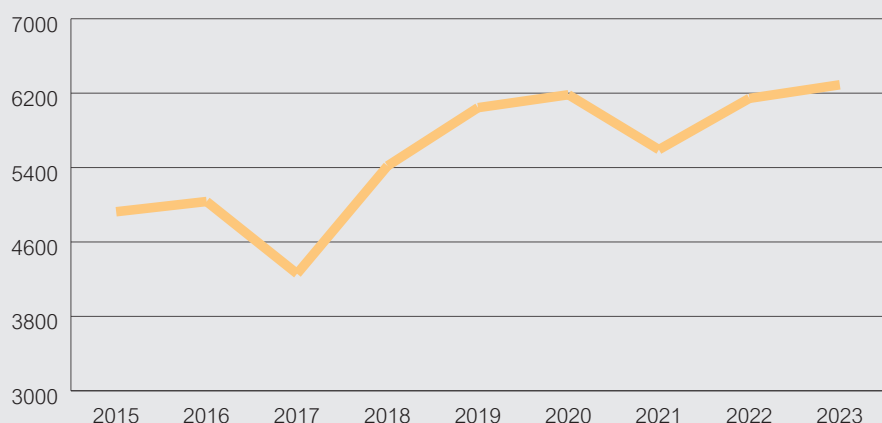
DEMANDES DÉPOSÉES (TOUTES PRESTATIONS CONFONDUES)



Depuis 2015, le nombre de demandes de prestations auprès de l'assurance-invalidité n'a eu de cesse de croître et a ainsi connu un nouveau record en 2023 avec 3'118 demandes déposées.

L'année 2023 aura été marquée par un nombre record de demandes de réadaptation ou de rente (999). Il en va de même pour les demandes de contributions d'assistance qui continuent d'augmenter année après année. Cette prestation qui vise à maintenir l'autonomie à domicile des personnes atteintes dans leur santé a été sollicitée 42 fois en 2023 alors qu'elle ne l'avait été qu'à dix reprises lors de son introduction en 2012.

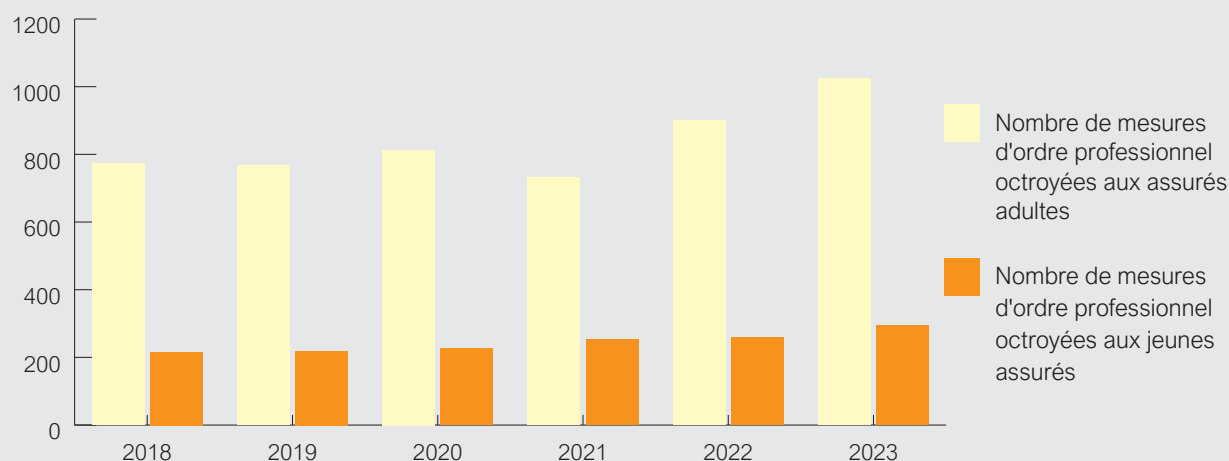
NOMBRE TOTAL DE DÉCISIONS RENDUES



En 2023, l'assurance-invalidité a rendu 6'290 décisions au cours de l'année, alors qu'en 2015 ce chiffre se montait à 4'925. Notre mission, visant à traiter efficacement les demandes de prestations AI, nous invite quotidiennement à repenser et améliorer notre mode de fonctionnement. C'est ainsi que, malgré un volume de demandes en constante augmentation, nous parvenons à rendre plus de 524 décisions par mois.

Réadaptation

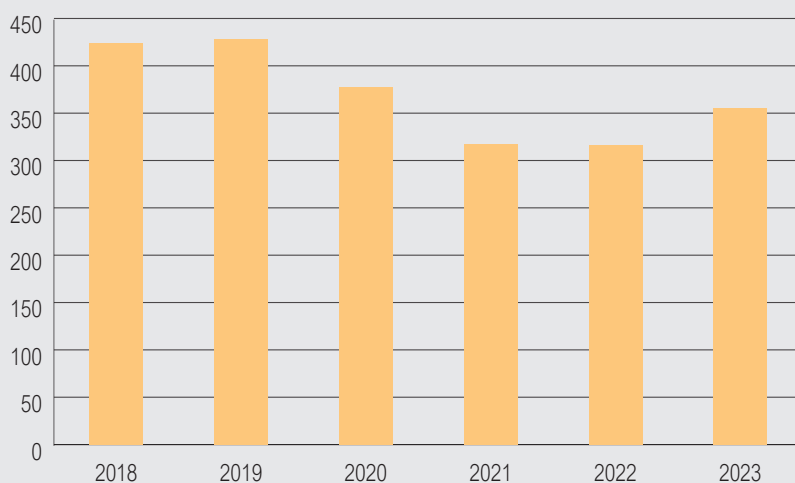
MESURES DE RÉADAPTATION PROFESSIONNELLE OCTROYÉES



« La réadaptation prime la rente », telle est la maxime de l'assurance-invalidité. Ainsi, lorsque le nombre de demandes de prestations déposées en 2023 augmente, cela engendre également une hausse du nombre de mesures d'ordre professionnel octroyées. En termes de chiffres, c'est globalement environ un tiers d'augmentation en cinq ans, ratio qui est encore plus marqué pour la population des jeunes assurés.

Avec l'augmentation des demandes de prestations, il est possible d'avoir un conseiller référent unique pour les grandes entreprises. Celui-ci peut prendre en charge tous les collaborateurs ayant une problématique de santé. Ainsi cela simplifie les démarches administratives et établit une relation de confiance et de qualité entre notre office et les employeurs.

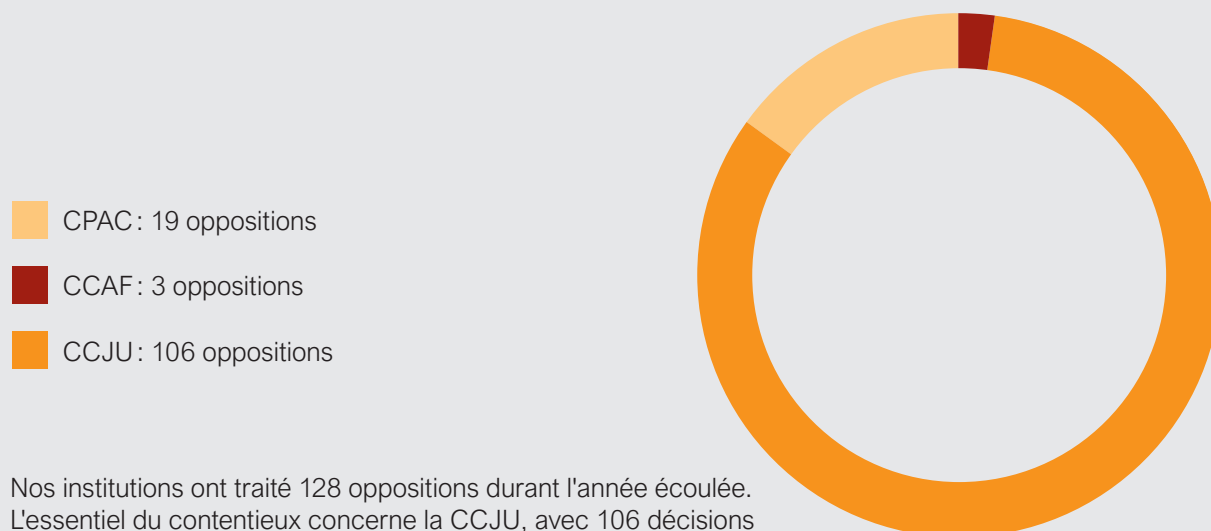
PLACEMENTS RÉALISÉS SUR LE PREMIER MARCHÉ DU TRAVAIL



Après la diminution liée à la pandémie, le nombre de placements réalisés sur le premier marché augmente à nouveau. Cette observation réjouissante est liée à la bonne santé économique des entreprises de la région, mais également aux excellentes prestations de nos partenaires en termes de formation et de placement.

JURIDIQUE

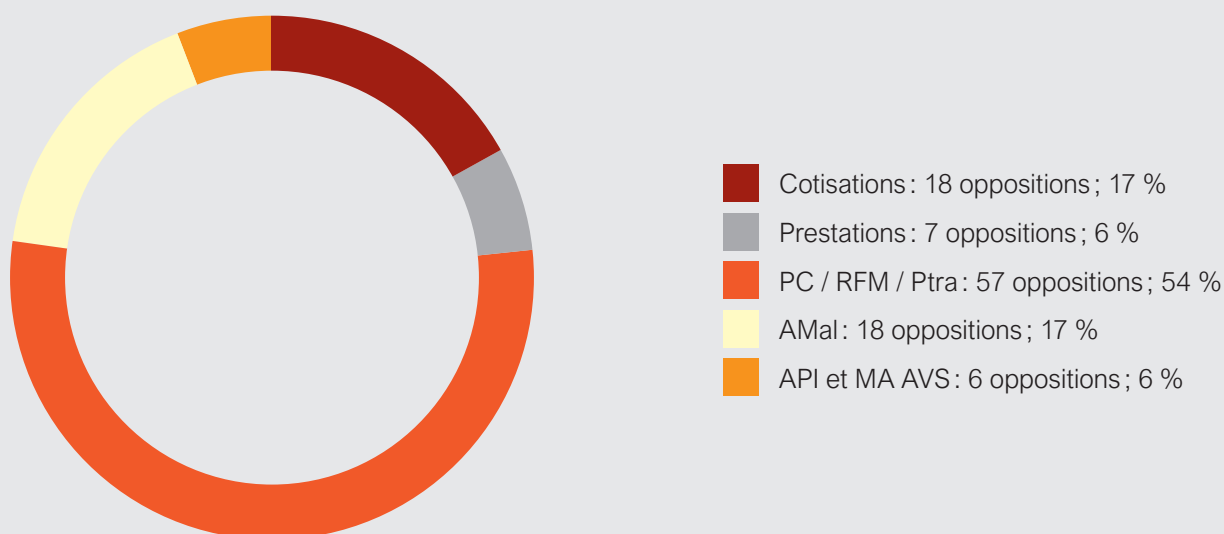
NOMBRE D'OPPOSITIONS TRAITÉES



Nos institutions ont traité 128 oppositions durant l'année écoulée. L'essentiel du contentieux concerne la CCJU, avec 106 décisions sur oppositions rendues représentant 83 % des cas. Les décisions sur oppositions concernent également la CPAC pour 19 cas, soit 15 %. Seulement 2 % du contentieux touche la CCAF, soit trois décisions sur oppositions.

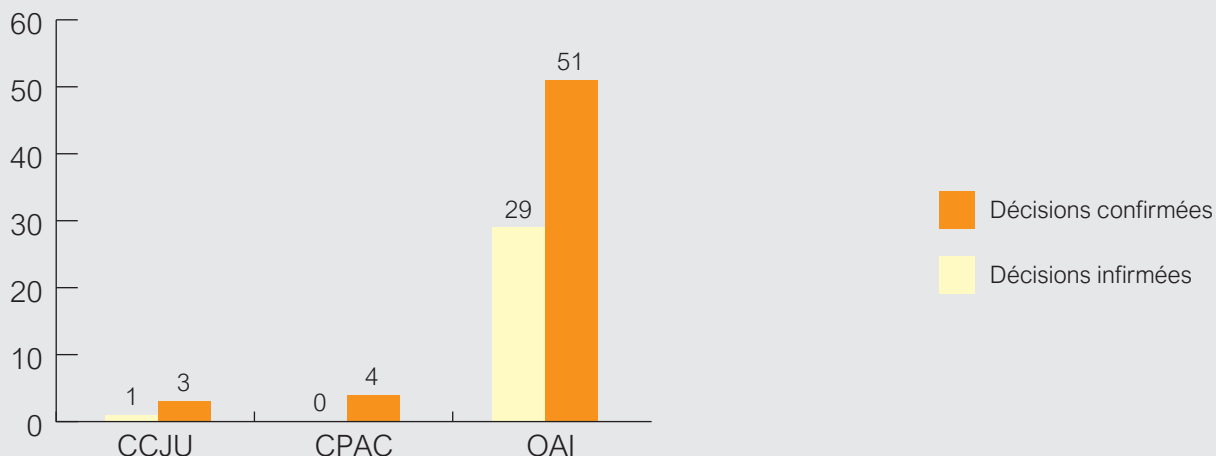
En matière d'assurance-invalidité, les décisions rendues par l'OAI ne sont pas sujettes à opposition, mais peuvent être contestées directement par recours auprès du Tribunal cantonal. Les assurés peuvent néanmoins manifester leur désaccord préalablement en contestant un projet de décision communiqué par l'OAI. Durant l'année écoulée, l'OAI a traité 165 contestations de ce type.

RÉPARTITION DES OPPOSITIONS TRAITÉES POUR LA CCJU



S'agissant de la CCJU, les décisions sur oppositions ont essentiellement pour thématique les prestations complémentaires, qui représentent près de 54 % de son contentieux. Viennent ensuite les réductions de primes maladie (17 %) et les cotisations (17 %) et pour finir les rentes (6 %) et les décisions d'allocations pour impotent (API) et moyens auxiliaires (MA) de l'AVS (6 %).

ARRÊTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX PAR INSTITUTION



Durant l'année écoulée, 66 recours ont été déposés, toutes institutions et instances confondues. Les tribunaux ont rendu 88 arrêts sur recours contre les décisions de nos institutions.

Le contentieux judiciaire touche essentiellement l'assurance-invalidité avec plus de 90 % des arrêts rendus. Cette matière comporte une composante médicale et une grande latitude d'appréciation du cas particulier, ce qui explique la part plus élevée d'admission des recours que dans les autres domaines.

Les arrêts rendus envers la CCJU concernent des cas de prestations complémentaires (trois arrêts) et les réductions de primes d'assurance-maladie (un arrêt). Le haut taux de confirmation de nos décisions (66 % toutes institutions confondues, 100 % pour la CPAC, 75 % pour la CCJU, 64 % pour l'OAI), est un indicateur d'une application correcte des dispositions légales.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Compte d'exploitation

CHARGES	2023	2022
Allocations familiales	35'808'964	35'003'319
Allocations familiales à restituer	-871'894	-344'146
Amortissement d'allocations familiales à restituer	0	20'572
Total	34'937'070	34'679'745
PRODUITS	2023	2022
Cotisations AF et indemnités en réparation de dommages	35'088'017	34'248'260
Amortissement de cotisations AF	-166'060	-227'883
Dissolution de provisions (cotisations et du croire)	491'500	487'000
Intérêts moratoires	-5'156	35'777
Intérêts rémunérateurs	137	-34'006
Fonds de surcompensation	449'185	196'803
Total	35'857'623	34'705'951
Excédent de produits d'exploitation	920'553	26'205

Compte d'administration

CHARGES	2023	2022
Charges de personnel	930'834	828'911
Fournitures de bureau, mobilier et machines	18'630	13'155
Frais informatiques	451'343	81'523
Ports et taxes téléphoniques	20'934	20'988
Frais de locaux	272'286	274'962
Prestations de tiers	58'190	63'617
Frais d'administration divers	32'373	37'304
Amortissement des équipements	309'721	288'511
Amortissement immeuble	120'000	120'000
Attribution à la réserve de fluctuations de valeurs	150'000	0
Total des charges d'administration	2'364'311	1'728'970
PRODUITS	2023	2022
Produits de prestations de services	3'590	8'904
Remboursement de prestations d'assurances	44'404	22'260
Frais de poursuites récupérés	24'629	20'289
Dissolution de provisions (réserve fluctuations et investissements)	286'000	835'000
Total des produits d'administration	358'623	886'452
Résultat net des placements	383'739	-1'508'453
Loyers propre et tiers	355'980	355'980
Total des produits	1'098'342	-266'021
Excédent de charges d'administration	-1'265'969	-1'994'990
Excédent de produits d'exploitation	920'553	26'205
Résultat de l'exercice	-345'416	-1'968'785

Bilan au terme des exercices

ACTIFS	2023	2022
Liquidités	419'890	629'959
Affiliés	2'231'881	2'115'016
Correctif de valeur sur créances	-109'500	-101'000
Indemnités en réparation de dommages	154'582	166'282
Indemnités en réparation de dommages - <i>compte réfléchi</i>	-154'582	-166'282
Caisse de compensation, c/c	12'535	5'472
Débiteurs	121'744	79'358
Placements	14'518'645	15'955'623
Immeuble	5'790'000	5'880'000
Total	22'985'195	24'564'428

PASSIFS	2023	2022
Créanciers divers	53'040	26'520
Provisions	159'000	445'000
Provision pour taux de cotisations	0	500'000
Fonds de rénovation immeuble	0	60'000
Réserve de fluctuations de valeurs	3'556'000	3'406'000
Régularisation mouvements espèces	1'000'000	1'560'000
Passifs transitoires	4'326	8'663
Réserves générales	18'558'245	20'527'030
Résultat de l'exercice	-345'416	-1'968'785
Total	22'985'195	24'564'428

CAISSE DE COMPENSATION

Compte d'exploitation – Prestations (régimes fédéraux)

CHARGES	2023	2022
Prestations AVS	249'599'557	238'460'621
Prestations AVS à restituer	-2'730'840	-1'680'163
Prestations AVS à restituer irrécouvrables/remises	1'112	10'896
Frais et dépens AVS	0	8'762
Prestations AI	56'744'230	54'631'330
Prestations AI à restituer	-2'569'786	-1'193'751
Prestations AI à restituer irrécouvrables/remises	0	35'243
Intérêts rémunérateurs sur prestations AI	146'631	111'152
Frais et dépens AI	76'610	50'632
Prestations APG et maternité	8'073'650	8'043'676
Prestations APG et maternité à restituer	-144'591	-273'505
Prestations APG et maternité à restituer irrécouvrables/remises	0	1'953
Prestations LFA	1'826'796	1'816'761
Prestations LFA à restituer	-84'505	-114'037
Prestations LFA à restituer irrécouvrables/remises	-375	1'335
Indemnités pour frais de gestion LFA	25'748	25'314
Indemnités pour frais de gestion AC	92'448	93'129
Taxes d'affranchissement	1'417	2'610
Redistribution de la taxe CO ₂ aux entreprises	708'635	922'622
Indemnités COVID-19	211'516	2'458'833
Restitutions COVID-19	-203'826	-289'260
Prestations transitoires	310'821	153'533
Report à charge CdC	-7'691	-2'169'573
Total	312'077'557	301'108'113

Compte d'exploitation – Cotisations (régimes fédéraux)

PRODUITS	2023	2022
Cotisations AVS/AI/APG et réparation de dommages	147'957'262	144'358'408
Amortissement de cotisations AVS/AI/APG	-692'110	-1'218'994
Cotisations AC et réparation de dommages	25'566'017	25'217'785
Amortissement de cotisations AC	-48'991	-62'708
Cotisations LFA	236'003	215'255
Intérêts moratoires	449'489	447'257
Intérêts rémunérateurs	-92'284	-142'883
Total	173'375'387	168'814'120

Compte d'administration

CHARGES	2023	2022
Charges de personnel	4'108'548	3'618'405
Fournitures de bureau, mobilier et machines	104'487	66'932
Frais informatiques	1'778'130	457'810
Ports et taxes téléphoniques	73'788	90'022
Frais de locaux	193'398	192'266
Prestations de tiers	351'961	412'964
Frais d'administration divers	27'209	61'360
Amortissement des équipements	1'831'669	6'061'886
Total des charges d'administration	8'469'191	10'961'645
PRODUITS	2023	2022
Contribution aux frais d'administration	2'275'214	2'282'700
Emoluments	167'462	69'537
Indemnités pour frais d'administration Confédération	1'411'304	1'710'384
Indemnités pour frais d'administration Canton	2'335'081	1'719'463
Produits de prestations de services	7'363	36'260
Remboursement de prestations d'assurances	35'060	45'326
Frais de poursuites récupérés	67'410	51'857
Dissolution de provisions	1'650'000	5'624'840
Total des produits d'administration	7'948'894	11'540'366
Résultat net des placements	122'714	-1'009'481
Total des produits	8'071'608	10'530'885
Résultat de l'exercice	-397'582	-430'760

Bilan au terme des exercices

ACTIFS	2023	2022
Liquidités	11'066'923	10'976'470
Affiliés	19'883'761	19'195'845
Prestations à restituer	290'813	144'126
Indemnités en réparation de dommages	2'125'421	2'247'758
Indemnités en réparation de dommages - <i>compte réfléchi</i>	-2'125'421	-2'247'758
Avoirs envers les institutions	3'231	60'078
Débiteurs	1'100'973	1'611'896
Actifs transitoires	52'231	1'471
Equipement mobilier et informatique	815'504	2'631'089
Placements	7'194'853	7'100'907
Total	40'408'291	41'721'882

PASSIFS	2023	2022
Paiements en retour et autres engagements envers assurés	1'747'000	2'973'654
Centrale de compensation, c/c	21'996'594	21'080'525
Dettes	4'050'418	1'555'603
Créanciers	377'151	1'548'833
Passifs transitoires	165'644	137'201
Provisions	2'599'513	4'556'513
Réserves spéciales	2'100'000	2'100'000
Réserves générales	7'769'553	8'200'313
Résultat de l'exercice	-397'582	-430'760
Total	40'408'291	41'721'882

CAISSE DE CHÔMAGE

Compte d'administration

CHARGES	2023	2022
Charges de personnel	958'669	910'812
Fournitures de bureau, mobilier et machines	10'154	11'319
Frais informatiques	35'447	32'617
Ports et taxes téléphoniques	20'822	23'015
Frais de locaux	38'470	36'746
Prestations de tiers	6'752	5'937
Frais d'administration spécifiques CPAC	4'711	6'244
Amortissement des équipements	4'195	4'928
Total des charges d'administration	1'079'220	1'031'620
PRODUITS	2023	2022
Remboursement de prestations d'assurances	1'276	12'479
Produits d'administration divers	560	7'170
Total des produits d'administration	1'836	19'649
Excédent de charges d'administration	-1'077'384	-1'011'971

Compte d'exploitation

CHARGES	2023	2022
Indemnités de chômage	11'921'812	15'315'463
Indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail	5'095'337	7'750'605
Indemnités en cas d'intempéries	195'309	167'384
Indemnités en cas d'insolvabilité	107'453	244'771
Remboursements d'indemnités en cas d'insolvabilité	-57'261	-61'246
Retenues AVS, SUVA et LPP	-918'533	-1'188'738
Mesures du marché du travail	5'487'747	5'887'489
Autres prestations (allocations de formation, cours, etc.)	679'134	789'136
Autres charges d'exploitation	4'929	5'288
Bonification pour risque en responsabilité	1'669	2'847
Total	22'517'596	28'912'999
PRODUITS	2023	2022
Avances pour paiements	24'000'000	31'300'000
Stages professionnels	8'944	11'204
Mises à charge en responsabilité	0	1'500
Total	24'008'944	31'312'704
Excédent de produits d'exploitation	1'491'348	2'399'705
Excédent de charges d'administration	-1'077'384	-1'011'971
Fonds de roulement	413'964	1'387'734

Bilan au terme des exercices

ACTIFS	2023	2022
Liquidités	2'837'377	2'429'975
Avances aux assurés	30'201	51'835
Créances de prestations	1'378'508	1'452'745
Correctif de valeur sur créances	-302'015	-586'089
Actifs transitoires	0	152'274
Total	3'944'071	3'500'740

PASSIFS	2023	2022
Créanciers	-1'416	-1'416
Passifs transitoires	29'072	5
Provisions	103'193	102'893
Fonds SECO*	3'813'222	3'399'258
Total	3'944'071	3'500'740

* soit :	2023	2022
Fonds SECO au 1 ^{er} janvier	3'399'258	2'011'524
Fonds de roulement	413'964	1'387'734
Fonds SECO au 31 décembre	3'813'222	3'399'258

OFFICE DE L'ASSURANCE-INVALIDITÉ

Compte d'administration

CHARGES	2023	2022
Charges de personnel	3'936'138	3'814'054
Fournitures de bureau, mobilier et machines	29'919	95'181
Frais informatiques	608'382	593'878
Ports et taxes téléphoniques	31'519	27'217
Frais de locaux	172'771	182'717
Prestations de tiers	569'847	453'811
Total des charges d'administration	5'348'575	5'166'857
PRODUITS	2023	2022
Remboursement de prestations d'assurances	201'534	132'889
Produits d'administration divers	22'125	37'983
Total des produits d'administration	223'660	170'872
Excédent de charges d'administration	-5'124'915	-4'995'985

Impressum

Editeur

Etablissement cantonal des assurances sociales – ECAS Jura
Rue Bel-Air 3
CH-2350 Saignelégier
T +41 32 952 11 11
mail@ecasju.ch



www.ecasjura.ch

Impression

Centre d'impression
Le Pays SA
2350 Saignelégier

Photographies

Banque d'images Shutterstock
ECAS

Publication

Mai 2024